

Partager et s'instruire : les Canadiens face au VIH/sida dans le monde

STRATÉGIE CANADIENNE SUR LE VIH/sida : COLLABORATION INTERNATIONALE

DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES



*Notre mission est d'aider les Canadiens et les Canadiennes à maintenir
et à améliorer leur état de santé.*
Santé Canada

La Direction des affaires internationales de Santé Canada remercie
Micheal Chettleburgh, d'Astwood Marketing Group, Inc. pour la
recherche et la conception, Grant McNeil, de Communication Works,
pour la mise en page finale, et le Groupe de travail sur les questions
internationales liées au VIH/sida pour leurs commentaires importants.

Publié avec l'autorisation du ministre de la Santé

Also available in English under the title:
*To Share and to Learn: the Case for Canadians to Act Globally
Against HIV/AIDS*

On peut obtenir, sur demande, la présente publication en formats de
substitution.

Pour obtenir plus de renseignements ou des copies supplémentaires veuillez
communiquer avec :

Publications
Santé Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0K9
Tél. : (613) 954-5995
Télec. : (613) 941-5366

Ce document est aussi disponible sur Internet à l'adresse suivante :
<http://www.aidsida.com>

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2000

CAT.H21-155/2000F
ISBN 0-662-84793-8



Table des matières

1. Les faits :	
Le point sur le VIH/sida dans le monde	
Une vue d'ensemble	1
L'épidémie dévaste certaines régions	2
Le VIH/sida ravage la population adulte de notre planète	3
Les enfants portent le poids du VIH/sida	3
Le VIH/sida chez les utilisateurs de drogues injectables	4
2. Les répercussions de l'épidémie	
Le VIH/sida diminue l'espérance de vie	5
Le VIH/sida menace la survie des enfants	6
Le VIH/sida alourdit sur les systèmes de santé	6
Le VIH/sida exacerbe la pauvreté et l'inégalité	7
Le VIH/sida nuit au système d'éducation	8
Le VIH/sida frappe les affaires et l'économie	9
Le VIH/sida entraîne l'érosion des droits de la personne et l'accroissement des inégalités entre les sexes	10
Le VIH/sida nuit à la stabilité politique et à la sécurité nationale	11
Le VIH/sida réduit la sécurité humaine	12
3. La justification :	
L'intervention globale est logique	
Le Canada a promis son aide	13
Nous sommes reconnus comme des chefs de file mondiaux	14
Nous devons assurer la pérennité de nos activités de développement	15
Il est dans notre intérêt économique d'agir	15
Elle peut améliorer notre réponse nationale	16
Elle peut améliorer les capacités et la réputation des ONG et des organismes canadiens d'action-sida	17
Elle peut freiner la propagation du VIH et d'autres maladies infectieuses	17
Nous savons déjà ce qui fonctionne	18
C'est tout simplement le geste qui s'impose	19
4. Passer à l'action :	
Que pouvez-vous faire à l'échelle planétaire?	
Assumer rôle de chef de file	21
Partager l'expertise technique	22
Participer aux efforts internationaux de recherche	23
Promouvoir et protéger les droits de la personne	24
Améliorer l'infrastructure des soins et du soutien	26
Renforcer les communautés et leurs capacités	27
Intervenir par la prévention et l'éducation	29
Idées de programmes prometteurs	30
5. La première étape de votre propre intervention	
Le premier pas	31
Renseignements supplémentaires	34
Ressources choisies	39



Partager et s'instruire :

Les Canadiens face au VIH/sida dans le monde

Le 28 mai 1998, le ministre de la Santé a lancé la Stratégie canadienne sur le VIH/sida, mettant ainsi en place une nouvelle arme pour lutter contre l'épidémie au Canada. Résultat d'une consultation nationale unique dirigée par des intervenants à l'automne 1997, la Stratégie a une portée considérable. Dans le but d'accroître la participation canadienne aux activités internationales liées au VIH/sida, elle facilite la collaboration entre les organisations non gouvernementales (ONG), les établissements d'enseignement et de recherche, les ministères et organismes gouvernementaux, et les organisations internationales. En même temps, elle vise à intégrer les compétences de ces participants canadiens aux travaux internationaux sur le VIH/sida.

C'est d'abord à la Direction des affaires internationales de Santé Canada qu'incombe l'exécution du volet de collaboration internationale de la Stratégie, et c'est également elle qui a commandité *Les Canadiens face au VIH/sida dans le monde*. Élaboré avec l'assistance du Comité de travail sur les questions internationales liées au VIH/sida, ce document vise les buts suivants :

- ◆ faire mieux comprendre la gravité et les effets dévastateurs de l'épidémie mondiale de VIH/sida;
- ◆ mettre en évidence les nombreux moyens d'intervention ou de collaboration auxquels les particuliers et les organisations peuvent recourir pour participer à la lutte mondiale contre le VIH/sida;
- ◆ décrire brièvement les activités des Canadiens qui ont dirigé des projets de lutte contre le VIH/sida à l'échelle mondiale;
- ◆ en conjonction avec la trousse de présentation, fournir aux lecteurs les outils, les idées et les preuves nécessaires pour intensifier la participation aux activités internationales dans le domaine du VIH/sida;
- ◆ exposer certains avantages que les organisations et les individus retirent de leur participation aux activités internationales de lutte contre le VIH/sida.



Partager et s'instruire : Les Canadiens face au VIH/sida dans le monde

L'atout unique du Canada

Les Canadiens ont une tradition reconnue et jouissent d'une réputation internationale de citoyens du monde responsables. Par conséquent, en tant que membres de cette équipe mondiale, nous avons pris l'engagement de collaborer avec ceux qui luttent contre ce que l'on peut appeler à juste titre le fléau le plus grave et le plus dévastateur de l'humanité, c'est-à-dire le VIH/sida. En outre, le Canada est en quelque sorte un pionnier au chapitre du VIH/sida car, il y a 15 ans, il a été le premier à prendre des mesures pour lutter contre l'épidémie sur son propre territoire. Un grand nombre de nos universités, de nos organismes communautaires d'action-sida et de nos organismes gouvernementaux ont acquis une grande expertise et une grande crédibilité en matière d'élaboration de politiques sur le VIH/sida, de programmation et de renforcement des capacités. Les chercheurs canadiens qui travaillent consciencieusement dans ce domaine ont eux aussi acquis une réputation internationale et ont enrichi sans conteste la masse de connaissances sur le VIH/sida tout en renforçant les partenariats.

Ces caractéristiques, auxquelles s'ajoutent notre respect évident des droits de la personne, notre détermination à lutter contre le VIH/sida, matérialisée par la nouvelle Stratégie canadienne sur le VIH/sida, et nos liens amicaux traditionnels avec divers pays des quatre coins de la planète, confirment que les Canadiens ont beaucoup à donner et à apprendre dans la lutte mondiale contre cette épidémie. Notre thème, *Partager et s'instruire*, concrétise cette conviction fondamentale et souligne ce que beaucoup de vos prédécesseurs confirmeront indubitablement : la participation aux travaux internationaux sur le VIH/sida peut porter de grands fruits.

Comment pouvez-vous utiliser ce plaidoyer?

Les Canadiens face au VIH/sida dans le monde se veut un document adaptable et approprié à différents publics. Des décideurs gouvernementaux aux membres d'ONG, en passant par des universitaires, des professionnels des médias, des sollicitateurs de fonds, des économistes, des membres de conseils et des chefs de file du monde des affaires, beaucoup de personnes peuvent bénéficier de l'information présentée dans le présent document. En raison de la diversité du public visé, le présent document ne devrait pas être considéré comme un dossier complet ou autonome de communication avec un seul type de public, et n'a d'ailleurs pas été conçu à cette fin. En d'autres mots, certains raisonnements ne valent pas nécessairement dans tous les cas. Il est conseillé d'extraire les éléments les plus appropriés au contexte et aux besoins particuliers. De fait, la présentation en Power Point qui est incluse permet d'adapter facilement l'approche et de s'assurer que l'information ait le plus d'effet possible sur le public visé.



Les faits : Le point sur le VIH/sida dans le monde

S'agissant de la situation mondiale du VIH/sida, les chiffres ne mentent pas et, en fait, confirment les prédictions. Dans presque tous les pays du monde, le VIH fait de nouvelles victimes et, dans un grand nombre, gagne rapidement du terrain.

Une vue d'ensemble

FAIT

On prévoit, que d'ici l'an 2004, le sida constituera la principale cause de décès sur la planète.

Selon le Rapport sur l'épidémie du VIH/sida dans le monde, juin 2000, publiée par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à la fin de 1999, le nombre de personnes vivant avec le VIH dans le monde avait dépassé les 34,3 millions, soit plus que la population du Canada. Phénomène tout aussi remarquable, en 1999 seulement, on estime que toutes les minutes, 11 hommes, femmes et enfants ont contracté l'infection, ce qui représente quelque 15 000 nouveaux cas par jour, ou plus de 5,4 millions par année.

Même s'il est juste de nous concentrer sur les soins à fournir aux personnes atteintes du VIH/sida et à inciter celles qui ne le sont pas à se protéger, nous ne devons jamais oublier celles qui sont déjà mortes du sida. Depuis les débuts de l'épidémie il y a 20 ans, plus de 53 millions de personnes ont été infectées. Le calcul est par conséquent aussi simple que convaincant : à la fin de 1999, presque 18,8 millions de personnes avaient succombé à des maladies liées au sida. En fait, 2,8 millions de personnes sont mortes en 1999 seulement, chiffre qui augmente chaque année et est deux fois et demie plus élevé que celui des décès dus à une autre des grandes maladies infectieuses, le paludisme.

ce qu'on EN DIT

« À tous égards, la pandémie de VIH/sida est la guerre non déclarée la plus terrible du monde, toute l'Afrique subsaharienne en étant le champ de bataille. » *[trad. libre]*

Carol Bellamy
Directeur général de l'UNICEF

Dans toutes les classes de la société réunies, plus d'une personne sur 100 âgées de 15 à 49 ans vit avec le VIH. Aujourd'hui, au moins 80 p. 100 de ces personnes ont contracté l'infection lors de rapports hétérosexuels non protégés, et 46 p. 100 d'entre elles sont des femmes. De plus, l'épidémie de VIH/sida est loin de faiblir et empire même.



L'épidémie dévaste certaines régions

Même si le VIH/sida a eu et continuera à avoir une incidence marquée au Canada et aux États-Unis, où les estimations portent à 900 000 le nombre d'adultes et d'enfants vivant avec la maladie, l'épidémie mondiale touche surtout les pays en développement. Plus de 95 p. 100 des cas d'infection à VIH sont recensés dans ces pays, et c'est là aussi que se produisent 95 p. 100 des décès liés au sida. À l'heure actuelle, les indicateurs suggèrent qu'à moins de trouver un remède à la maladie d'ici l'an 2002, le VIH sera responsable de près de 50 p. 100 des décès dus à des maladies infectieuses chez les adultes des pays en développement.

On arrive à peine à imaginer le chaos que provoque le VIH/sida en Afrique subsaharienne. À la fin de 1999, 24,5 millions de personnes, c'est-à-dire 1 sur 12, vivaient avec le VIH/sida dans ce vaste territoire au sud du désert du Sahara. Même si elle n'abrite que seulement 10 p. 100 de la population mondiale, cette région comptait 70 p. 100 des nouveaux cas d'infection en 1999. En 1999 également, 2,2 millions de personnes (presque 80 p. 100 du total mondial cette année-là) sont mortes d'une maladie liée au sida, ce qui représente le nombre incroyable de 6 000 funérailles célébrées quotidiennement. L'Afrique du Sud est l'épicentre actuel du VIH/sida, et les experts pensent que cette région à elle seule est le siège d'une nouvelle infection sur sept qui surviennent en Afrique. Dans l'ensemble, le sida éclipse maintenant les conflits armés qui étaient jusqu'à présent les premiers exterminateurs de la population africaine.

Aujourd'hui, cependant, un autre épicentre du VIH/sida émerge en Asie du Sud et de l'Est, où les nouveaux cas d'infection dépasseront bientôt ceux du reste du monde. Il y a plus de 6,1 millions de personnes séropositives réparties dans des pays comme la Thaïlande, le Cambodge, l'Inde et la Chine, ces deux derniers étant les plus peuplés du globe. Ces 3 dernières années seulement, près de 3 millions de personnes ont contracté le VIH en Inde et en Chine. L'Inde bat tous les records avec maintenant plus près de 3,7 millions d'adultes séropositifs. La prévalence du VIH est montée en flèche dans presque tous les pays de cette partie du globe et annonce un désastre qui sera probablement aussi dévastateur que celui qui tue un quart de la main-d'œuvre en Afrique subsaharienne. Même les régions qui jusqu'à présent avaient des taux relativement faibles d'infection à VIH affichent des hausses rapides. Le VIH se propage en Europe de l'Est et en Europe centrale, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Étant donné que le cycle de vie de l'infection à VIH peut

FAIT

Selon un rapport publié par l'ONUSIDA en 1999, en Afrique, il y a 13 femmes séropositives pour 10 hommes séropositifs.

ce qu'on EN DIT

« Le sida, comme toute autre maladie infectieuse, ne sera vaincu nulle part tant qu'il ne sera pas vaincu partout. »

Dr Peter Piot, directeur exécutif
Programme commun des Nations
Unies sur le VIH/sida



atteindre 10 ans dans les pays en développement, et que de nombreuses personnes de ces régions ignorent encore qu'elles sont séropositives, il est probable que nous n'avons pas encore une idée juste de l'ampleur des dégâts causés par l'épidémie.

Le VIH/sida ravage la population adulte de notre planète

À la fin de 1999, 33,0 millions des 34,3 millions de personnes vivant avec le VIH/sida étaient âgées de 15 à 49 ans, c'est-à-dire au stade de leur vie où elles se reproduisent et contribuent à l'économie. Quarante-sept pour cent ou 15,7 millions de ces personnes étaient des femmes, ce qui prouve bien que le VIH/sida ne fait pas de distinction en fonction du sexe ou de l'orientation sexuelle.

ce qu'on EN DIT

« Le sida est un problème mondial. Il nous force à regrouper nos connaissances sur la sécurité, la santé, l'économie, le changement social et culturel. Il nous force à rassembler tous les acteurs des pays industrialisés et en développement, des communautés et des gouvernements, des affaires et des ONG, des sciences, des religions et de la société civile. » [trad. libre]

James D. Wolfensohn, président
Banque mondiale

Envisagez les effets de la disparition d'un quart de la population adulte de n'importe quel pays. C'est exactement ce qui se prépare dans la partie australe du continent africain. Les estimations indiquent que dans des pays comme le Botswana, la Namibie, le Swaziland et le Zimbabwe, entre 19 et 36 p. 100 des personnes de 15 à 49 ans vivent avec le VIH/sida. Et même si l'épidémie est moins aiguë dans d'autres parties du continent, il n'en reste pas moins qu'un adulte sur dix est séropositif en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie et au Kenya.

Les enfants portent le poids du VIH/sida

Depuis le début de l'épidémie à la fin des années 70 jusqu'à la fin de 1999, plus de 4,4 millions d'enfants de moins de 15 ans étaient atteints du VIH/sida. De ces enfants, 3,8 millions sont déjà morts. L'année 1999 a été particulièrement tragique, avec presque 620 000 enfants qui sont venus grossir les rangs des personnes séropositives et 500 000 qui y ont laissé la vie. Toujours plus d'enfants contractent l'infection et rien n'indique une baisse des taux d'infection.

Pour revenir à l'Afrique subsaharienne, dans 23 des 25 sites de surveillance du VIH/sida au Zimbabwe, des tests sanguins anonymes pratiqués sur des femmes enceintes en 1997 ont démontré que de 20 à 50 p. 100 d'entre elles étaient infectées, principalement des femmes dont le seul comportement à risque était d'avoir eu des relations sexuelles avec leur époux. La transmission du VIH de



Les faits : Le point sur le VIH/sida dans le monde

la mère à l'enfant est un problème grandissant et, dans le cas de ces Zimbabwéennes, au moins un tiers transmettront probablement l'infection à leurs nourrissons par un geste aussi innocent que l'allaitement maternel.

Bien entendu, les enfants n'ont pas besoin d'être *infectés* par le VIH/sida pour être *touchés* durement par l'épidémie. D'ici la fin de l'an 2000, on prévoit que le sida aura emporté la mère ou les deux parents de plus de 13 millions d'enfants, en majorité des Africains. On estime aussi que près de 2 millions d'enfants se sont retrouvés seuls au monde en 1998 à cause du sida seulement, et que 90 p. 100 de ces orphelins vivaient en Afrique subsaharienne. Selon l'UNICEF et à partir de projections de l'ONUSIDA, le sida tuera assez d'adultes en 2001 pour accroître le nombre d'orphelins de 13 millions, et le fera grimper à 40 millions dans le monde d'ici 2010. Un grand nombre de ces enfants finiront par être mal nourris, mal éduqués, en mauvaise santé et dans la rue où ils courront le plus grand risque de contracter le VIH.

Le VIH/sida chez les utilisateurs de drogues injectables

Nous le savons très bien, les personnes qui s'injectent des drogues courent des risques particulièrement élevés de contracter le VIH ou de le transmettre à d'autres. Le partage de seringues qui ne sont pas désinfectées chaque fois qu'elles changent d'utilisateur est un moyen efficace de transmettre le virus et, là où la pratique est répandue, l'infection se propage à une vitesse alarmante.

Dans les nouveaux états indépendants de l'ancienne Union soviétique, la prévalence élevée de l'injection de drogues est largement responsable de la multiplication par deux du nombre de personnes vivant avec le VIH entre 1997 et la fin de 1999. Dans la grande région qui englobe l'ancienne URSS et le reste de l'Europe centrale et de l'Est, l'ONUSIDA estime que le nombre de personnes séropositives a augmenté du tiers en 1999 pour atteindre les 420 000. La situation se complique puisque, étant donné que l'injection de drogues est illégale, il est très difficile d'estimer le nombre de personnes qui s'y adonne, et plus encore de déterminer dans quelle mesure elles ont des rapports sexuels avec des personnes qui ne s'injectent pas. Ce qui est plus certain, cependant, c'est que l'incidence de la transmission du VIH associée à l'injection de drogues est à la hausse en Europe de l'Est, en Asie centrale, dans la région orientale de la Méditerranée et ailleurs, et qu'il faut s'en préoccuper sans tarder.

FAIT

Avant le sida, environ 2 p. 100 des enfants des pays en développement étaient orphelins. En 1997, leur nombre avait grimpé à 7 p. 100 dans de nombreux pays africains. Dans certains, il avait même atteint 11 p. 100.

FAIT

Un programme d'intervention chez les utilisateurs de drogues injectables mené à Saint-Pétersbourg a révélé que certains clients avaient seulement 12 ans; le pourcentage de clients de 14 ans ou moins est passé de 0,1 p. 100 en 1997 à 2 p. 100 dans le premier trimestre de 1999.



Les répercussions de l'épidémie

L'énormité des chiffres peut parfois dépasser l'entendement et empêcher de saisir les retombées réelles et parfois moins visibles de l'épidémie. De fait, pour bien comprendre ce fléau, il faut aller au-delà des statistiques sommaires des décès et des infections pour examiner des indicateurs qualitatifs et quantitatifs ainsi que des observations. Ce faisant, on découvre qu'aujourd'hui, le VIH/sida constitue la plus grande menace pour le développement social et économique. La pandémie a annulé certains des progrès que les gouvernements, les citoyens, les ONG et les organisations internationales avaient mis des décennies à réaliser.

FAIT

La tuberculose est l'infection opportuniste la plus commune parmi les Africains vivant avec le VIH/sida. En l'an 2000, on prévoit qu'il y aura 2,1 millions de nouveaux cas de tuberculose dans cette région, une hausse de 43 p. 100 par rapport à 1995, attribuable entièrement à l'épidémie de sida.

Le VIH/sida diminue l'espérance de vie

Entre autres facteurs utilisés pour mesurer le développement humain en général, l'espérance de vie figure en tête de liste. La gravité de l'épidémie de VIH/sida dans une région donnée réduit proportionnellement l'espérance de vie. Au Botswana, un enfant qui naîtra au début de la prochaine décennie pourra tout juste espérer fêter son quarantième anniversaire alors qu'avant l'apparition du sida, il aurait pu vivre jusqu'à 70 ans. Dans les pays d'Afrique qui ont le plus fort taux d'infection à VIH, les estimations de l'ONUSIDA montrent maintenant que l'espérance de vie est réduite à 47 ans en moyenne (niveau que l'on n'avait pas vu depuis les années 60), alors qu'elle aurait été de 64 ans en 2010-2015 si le VIH/sida n'avait pas existé. Les effets de la maladie ne se limitent pas à l'Afrique. Selon le U.S. Bureau of Census Projections, en 2010, l'espérance de vie au Honduras aura chuté de 14 ans, de 8 ans au Brésil, et de presque 5 ans à Haïti.



Le VIH/sida menace la survie des enfants

L'érosion marquée de l'espérance de vie dans les épicentres du VIH/sida n'est pas attribuable seulement au décès d'adultes jeunes ou d'âge moyen. Le VIH/sida a eu de lourdes conséquences sur le taux de survie infantile et annule le fruit d'années d'efforts acharnés pour faire progresser le développement.

L'examen des taux de mortalité infantile, c'est-à-dire avant l'âge de cinq ans, révèle un portrait plutôt sinistre. Selon le U.S. Bureau of the Census, d'ici 2010, le taux de mortalité en Afrique du Sud sera d'environ 99,5 pour 1 000 naissances vivantes, alors qu'il aurait été de 48,5 pour 1 000 sans le sida; en Namibie, il sera de 119 pour 1 000 par rapport à seulement 37,5 pour 1 000; au Honduras, de 55,2 pour 1 000 par rapport à 29,2 pour 1 000; au Kenya, de 105,2 pour 1 000 par rapport à 45,4 pour 1 000; au Botswana, de 119,5 pour 1 000 par rapport à 38,3 pour 1 000. Les retombées sur le tissu socioéconomique de ces pays seront certainement énormes.

Le VIH/sida alourdit les systèmes de santé

Le VIH/sida touche à peu près tous les secteurs de la société, et le système de santé de n'importe quelle nation est invariablement le premier à ressentir les retombées de la maladie. Le VIH/sida submerge le système de santé des pays les plus touchés et entraîne une hausse massive des dépenses nationales de la santé dans des domaines comme l'innocuité du sang, la surveillance du VIH/sida, le traitement des MTS, les soins primaires et palliatifs, et les campagnes de sensibilisation au VIH/sida. Dans de nombreux pays, le sida et d'autres maladies opportunistes comme la tuberculose déciment les rangs du personnel de la santé et ont des effets néfastes sur la prestation des services de santé. Le bilan : les coûts des soins de santé augmentent alors que la disponibilité des soins de santé baisse radicalement pour tout le monde. Malheureusement, ce sont les pauvres qui sont le plus touchés et qui continueront à l'être.

Selon la Banque mondiale, le coût annuel moyen national du traitement du VIH/sida est d'environ 2,7 fois le PNB par habitant. En d'autres mots, en moyenne, le coût annuel du traitement d'une personne atteinte du sida pour un an correspond au coût de l'éducation de 10 élèves du primaire pendant un an.

FAIT

Le coût des traitements antirétroviraux (ARV), communs en Amérique du Nord, dépasse de loin les revenus totaux de la plupart des familles ayant à supporter le fardeau du VIH/sida, ce qui les rend largement inaccessibles. Le coût d'un traitement ARV en Thaïlande, par exemple, est de 8 000 \$ par an.

FAIT

Malgré leur coût élevé, les traitements ARV peuvent faire baisser les dépenses de la santé.

Ainsi, en 1999 au Brésil, quelque 300 millions de dollars américains ont été consacrés à ces traitements, ce qui a permis d'éviter 136 millions de dollars en dépenses d'hospitalisation et en traitements pour les personnes séropositives seulement.



Les répercussions de l'épidémie

Au fur et à mesure que le sida se répand et fait ses ravages, de plus en plus des rares ressources publiques doivent être consacrées à son traitement. En présence du sida, il y a peu d'espoir de pouvoir améliorer fondamentalement la santé, qu'il s'agisse de réduire la mortalité infantile ou la mortalité due à d'autres maladies infectieuses comme le paludisme.

Le VIH/sida exacerbe la pauvreté et l'inégalité

FAIT

En Côte d'Ivoire, en Zambie et au Zimbabwe, les patients séropositifs occupent de 50 à 80 p. 100 des lits des hôpitaux urbains.

L'impact économique de chaque cas de sida est supérieur à celui d'autres maladies, car le sida frappe en général pendant les années les plus productives. Lorsque le virus fait son entrée dans un ménage, les effets sont immédiats. Les dépenses en soins de santé conjuguées à la perte de revenus découlant de l'absentéisme, de l'invalidité ou de l'arrêt permanent du travail, appauvrissent encore plus les moins bien nantis et les empêchent d'améliorer leur situation économique. Des études menées dans des familles urbaines de la Côte d'Ivoire, par exemple, démontrent que lorsqu'un membre de la famille est atteint du sida, le revenu moyen familial chute de 52 à 67 p. 100, alors que les dépenses en soins de santé quadruplent.

En outre, le VIH/sida peut modifier radicalement la distribution des revenus dans une société et créer de nouvelles enclaves de pauvreté. Souvent, à cause de la mort ou du grave handicap d'un parent à cause du sida, un enfant est retiré de l'école dans le but de réduire les dépenses éducationnelles, mais aussi d'accroître les sources de revenu de la famille en le mettant au travail, ce qui a pour effet à long terme de réduire substantiellement son potentiel de revenus futurs. Dans beaucoup de pays ravagés par le sida, les veuves sans ressources se tournent souvent vers le commerce du sexe pour subvenir aux besoins des membres de la famille infectés et affectés par le sida. Ainsi, un nouveau cycle commence, car ces activités accroissent les risques d'infection et de mort prématurée des femmes, ainsi que les risques de transmission du virus à leur future progéniture. Des populations entières luttent contre ce cycle du désespoir, deviennent de moins en moins productives et voient leur fardeau social s'alourdir car elles doivent s'occuper des orphelins du sida.



Le VIH/sida nuit au système d'éducation

Fondamentalement, le rendement économique, la stabilité politique et la progression sociale futurs de n'importe quel pays reposent sur les compétences et l'instruction de la population. Les rares ressources que les pays affligés par une incidence élevée de VIH/sida ont déjà investies dans l'éducation, sans parler de celles que les pays industrialisés ont apportées par organismes d'aide interposés, sont détournées à cause des coûts grandissants de la pandémie. En raison de leur propre maladie, de la nécessité de gagner de l'argent ou de prendre soin de membres de la famille vivant avec le sida, des milliers d'enfants d'âge scolaire et d'enseignants quittent le système d'éducation.

Sur le plan éducationnel, les jeunes filles sont particulièrement victimes de la situation. En effet, pour des raisons sociales et économiques, beaucoup de parents ne scolarisent pas leurs enfants, surtout leurs filles. En plus de réduire la scolarisation des filles dans les pays durement touchés, cette pratique tient les jeunes filles à l'écart d'un milieu qui a toujours été efficace pour administrer des programmes et transmettre des messages de prévention du VIH/sida. Par conséquent, le déclin de la scolarisation des filles anéantit les progrès accomplis ces 30 dernières années dans les domaines de la santé, du planning familial et de la nutrition.

ce qu'on EN DIT

« Le sida entraîne la diminution de la *demande* pour des services d'éducation, puisque de plus en plus d'enfants et de familles sont touchés par la maladie. Le sida entraîne la diminution de l'*effectif* enseignant et en même temps, bien sûr, de la *qualité* de l'enseignement offert. »

De plus, plus de cent millions d'enfants, la majorité vivant dans des pays en développement, n'ont pas accès à l'enseignement primaire. Cette réalité se traduit par moins d'occasions pour apprendre sur le sida, la prévention des MTS et une saine sexualité.

Dr Peter Piot, directeur exécutif,
ONUSIDA,
Forum mondial sur l'éducation,
Dakar, Sénégal, le 26 avril 2000



Le VIH/sida frappe les affaires et l'économie

FAIT

Près de 19 pour cent de tous les travailleurs qualifiés en Afrique du Sud seront porteur du VIH d'ici l'an 2015.

Nous le savons maintenant, quand le VIH/sida s'abat, il a toutes les chances d'avoir des conséquences pour les travailleurs. Dans le domaine des affaires, le VIH/sida a pour principal effet de décimer les réserves de travailleurs qualifiés et d'augmenter les coûts de la main-d'oeuvre attribuables à l'absentéisme pour cause de maladie et de deuil, au roulement accru du personnel, au recrutement d'employés supplémentaires, à la formation et au perfectionnement des employés, aux dépenses associées, entre autres, à l'assurance médicale et aux avantages sociaux. Comme les faits le prouvent, le décès de cadres supérieurs atteints du sida peut être particulièrement coûteux et entraîner la restructuration complète de l'administration d'une entreprise.

Certains secteurs, comme les transports et les mines, connaissent trop bien le VIH/sida. Une hypothèse générale suggère que les projets de construction de grande envergure et les opérations minières ont malencontreusement stimulé la propagation du VIH/sida. Dans ces milieux, une série de facteurs, notamment le fait que les travailleurs sont éloignés de leur famille pendant de longues périodes, le logement dans des baraquements, les salaires relativement élevés, l'intensification du commerce du sexe aux alentours de ces chantiers et la nature dangereuse de beaucoup de ces emplois, ont incité certaines personnes à adopter des modes de vie plus risqués qu'elles ne l'auraient fait en d'autres circonstances. Les cas d'infection à VIH redoublent quand ces travailleurs retrouvent leurs épouses et leurs familles.

FAIT

Le rapport du comité de développement de la Banque mondiale sur le VIH/sida daté du 24 mars 2000 souligne que l'épidémie a un effet négatif considérable sur la croissance économique. Au Kenya, sur une plantation de canne à sucre où 25 pour cent des travailleurs étaient séropositifs pour le VIH, les dépenses de l'entreprise pour des funérailles ont augmenté de 500 pour cent et les coûts directs liés à la santé se sont accrus de 1 000 pour cent en huit ans.

C'est l'agriculture, le plus grand secteur économique et celui qui emploie le plus de travailleurs dans beaucoup des pays les plus touchés par le VIH/sida, qui génère les revenus d'exportation nécessaires à la croissance et au développement. Par suite de la disparition des adultes morts du sida, la culture commerciale est souvent délaissée au profit de l'agriculture de subsistance, ce qui entraîne une réduction des investissements dans l'irrigation et dans d'autres améliorations des immobilisations. Cette tendance regrettable se solde par une réduction de la production agricole, une hausse de la pauvreté et des disparités régionales, un déclin de la capacité de répondre aux besoins nutritionnels de base, et bien entendu, un accroissement de la vulnérabilité à l'infection à VIH.



Le VIH/sida entraîne l'érosion des droits de la personne et l'accroissement des inégalités entre les sexes

La discrimination contre les personnes vivant avec le VIH/sida et celles touchées d'une autre manière par la maladie est répandue. Cette discrimination se manifeste dans de nombreux cadres, sous de nombreuses formes et pour toutes sortes de raisons (invalidité, orientation sexuelle, sexe et race). Elle est présente dans le logement, en milieu de travail, dans les prisons et dans les centres de santé. Elle entrave l'accès aux soins médicaux et la façon dont ils sont prodigués. Elle influence les décisions concernant la garde des enfants et les droits de visite des personnes qui vivent avec le VIH/sida ou qui sont touchées par la maladie. La confidentialité et le respect de la vie privée sont souvent violés, et il n'est pas rare que des prestations d'assurance soient refusées ou carrément annulées. Les antirétroviraux et les traitements en association, qui ont réussi à prolonger et à améliorer la qualité de vie des personnes séropositives dans les pays riches, sont hors de prix et inaccessibles dans les pays en développement, constituant ainsi ce que l'on considère souvent comme une violation du droit à des soins médicaux modernes. Les lois traditionnelles sur l'héritage désavantagent et marginalisent souvent les femmes, les laissant porter le fardeau de la pauvreté et les plaçant parfois dans une situation où elles n'ont d'autre choix que d'adopter un comportement à risque comme la prostitution. Les femmes sont aussi plus susceptibles d'être maltraitées par leur partenaire à cause du caractère infâme du sida, même si elles ont contracté le virus de ce partenaire.

La discrimination est parfois flagrante mais elle est généralement subtile. Elle est source de détresse chez ses victimes, dans leur famille et parmi leurs amis, et compromet les efforts déployés dans la communauté pour réduire efficacement la transmission du virus et s'occuper des personnes déjà infectées. En fait, à cause des pratiques discriminatoires communes dans de nombreux pays, beaucoup de ces personnes cachent soigneusement leur situation et évitent les contacts avec les services sociaux et de santé. Résultat : les personnes qui ont le plus besoin d'information, d'éducation et de soutien se taisent et se terrent, perpétuant ainsi le cycle vicieux de l'infection.

ce qu'on EN DIT

« Les personnes séropositives sont confrontées à un obstacle double : la mort et la discrimination pendant qu'elles luttent pour leur vie. Cette discrimination se manifeste dans tous les aspects de la vie, des soins de santé au logement en passant par l'éducation, le travail et les voyages. Elle se fonde généralement sur l'ignorance et les préjugés, et vise particulièrement durement les personnes les plus vulnérables : les hommes homosexuels, les femmes, les enfants, les prisonniers et les réfugiés. Alors que la plupart des maladies attirent à l'égard des malades la sympathie et le soutien de la famille, des amis et des voisins, les personnes atteintes du sida font en général peur et sont laissées pour compte. »
[trad. libre]

R. Cohen et L.S. Wiseberg
Double Jeopardy: Threat to Life and
Human Rights, Human Rights,
Internet.

FAIT

Au Cambodge, la séroprévalence dans les forces armées se chiffre à environ 7 p. 100 et une estimation suggère que jusqu'à 80 p. 100 des membres des forces de défense du Botswana sont séropositifs.



Le VIH/sida nuit à la stabilité politique et à la sécurité nationale

FAIT

Dans la plupart des pays, les taux de maladies transmissibles sexuellement (MTS) parmi les militaires sont généralement de deux à cinq fois supérieurs à ceux des populations civiles comparables, même en temps de paix. En période de conflit et de déploiement à l'étranger, les risques deviennent beaucoup plus élevés. L'accroissement du risque chez les militaires vaut aussi pour l'infection à VIH qui est, après tout, une autre MTS.

La vie dans les forces armées est dangereuse par nature. Confrontés à la perspective de mourir au combat ou dans des opérations de protection de la sécurité nationale, de nombreux jeunes soldats, séparés de leur famille pendant longtemps, voient dans les rapports sexuels une source de réconfort plutôt qu'un danger réel. Dans beaucoup de pays, surtout au Zimbabwe, au Cameroun et au Cambodge, le nombre de soldats séropositifs, y compris des officiers et des hommes de troupes, est remarquable et affaiblit graduellement la capacité de l'armée d'atteindre ses objectifs de base, notamment assurer la sécurité nationale, préserver l'ordre civil et maintenir la paix.

Le VIH/sida a eu et continuera à avoir de graves répercussions sur la stabilité politique. La propagation de la maladie, si on ne la freine pas, aura des retombées sur les instances de régie et de direction du pays, et privera le gouvernement de la capacité de faire face aux affrontements civils, aux flots de réfugiés, à l'urbanisation rapide et à la pauvreté, autant d'éléments propices à la propagation du VIH/sida. En fait, dans beaucoup de pays africains, le VIH/sida a décimé les rangs de la fonction publique, qui compte souvent les travailleurs les plus instruits et les plus chevronnés, laissant ainsi un grand vide administratif.

Les orphelins, qui représenteront un tiers de la population de moins de 15 ans dans certains pays, constitueront une génération perdue de personnes désavantagées, insuffisamment instruites et désœuvrées, ce qui ne fera qu'accentuer le malaise social, la déstabilisation et la médiocrité du rendement économique. L'agitation politique et les affrontements civils qui ont eu lieu récemment au Burundi et au Rwanda (que l'on peut qualifier de tragédie internationale à tous égards) risquent malheureusement de devenir chose commune au fur et à mesure que les autorités civiles plient sous le poids de l'épidémie et de ses effets dévastateurs.



Le VIH/sida réduit la sécurité humaine

Le concept de « sécurité humaine » vaut autant pour les menaces violentes que non violentes. Il fait référence tant à la protection contre les menaces omniprésentes (qui incluent les maladies infectieuses) qu'au respect des droits des personnes, à leur sécurité et même à leur vie. Il signifie qu'il faut prendre des mesures préventives pour réduire la vulnérabilité et minimiser les risques.

À tous égards, le VIH/sida est une menace omniprésente et continuera à avoir des effets délétères sur la sécurité humaine dans le monde entier. Dans les régions les plus touchées, la sécurité humaine a baissé remarquablement et a provoqué un malaise social, l'érosion de la sécurité nationale, l'accroissement de la discrimination et de la marginalisation, et un effritement de l'environnement du développement humain. Cependant, les effets du déclin de la sécurité humaine dans les pays ravagés par le VIH/sida dépassent leurs frontières. À l'ère de la mondialisation, des progrès technologiques et des échanges internationaux massifs, les remous qui se produisent dans une partie du monde se répercutent rapidement dans une autre et ont des retombées désastreuses sur la sécurité des populations les plus vulnérables de la planète.

FAIT

La réunion de janvier 2000 du Conseil de sécurité des Nations

Unies concernant l'épidémie mondiale de sida constituait la première fois que le Conseil de sécurité des Nations unies se rencontrait pour discuter d'une question de santé. Il est évident que le sida a des conséquences s'étendant au-delà des systèmes domestiques de santé. Comme suivi à cette réunion du Conseil de sécurité, sans précédent, les

États-Unis ont annoncé le 2 mai 2000 qu'ils considèrent la transmission du VIH à l'échelle internationale comme une menace pour la sécurité nationale.



La justification : L'intervention globale est logique

ce qu'on EN DIT

« L'infection à VIH demeure un problème vraiment mondial qui ne connaît pas de frontières ni n'épargne aucun groupe. Pour des motifs autant éthiques que politiques et économiques, il est essentiel de contribuer à la base globale de connaissances et de permettre à d'autres de profiter de l'expérience et de l'expertise acquises au Canada. »

La Stratégie canadienne
sur le VIH/sida

ce qu'on EN DIT

« L'Assemblée générale des Nations Unies tiendra en 2001 une session extraordinaire portant sur les enfants. Dans l'esprit du partenariat qui a mené au traité historique d'interdiction des mines terrestres, le gouvernement travaillera en vue d'adopter des ententes internationales clés pour protéger les droits des enfants [...] et aidera à faire face au drame des enfants victimes du VIH et du sida. »

Discours du Trône ouvrant la
deuxième session de la trente-
sixième législature du Canada,
octobre 1999

L'incidence du VIH et la mortalité qui en découle, de même que la nécessité de faire comprendre les retombées humaines de l'épidémie, prouvent que nous devons y apporter immédiatement notre attention et un soutien humanitaire, autant à titre de Canadiens que de citoyens du monde.

Les éléments quantitatifs ne justifient pas en eux-mêmes l'intervention globale des Canadiens. En revanche, sur le plan *qualitatif*, il y a énormément de raisons pour lesquelles les organisations et la population canadiennes devraient, et même doivent, participer à la lutte internationale contre le VIH/sida.

Le Canada a promis son aide

À de nombreux égards, le Canada s'est déjà engagé à lutter énergiquement contre l'épidémie mondiale de VIH/sida. La Stratégie canadienne sur VIH/sida prône une participation active aux activités internationales en la matière ainsi que des efforts pour faciliter la collaboration entre les intervenants. L'appui soutenu du Canada à la *Convention relative aux droits de l'enfant* et aux principes directeurs internationaux des Nations Unies sur le VIH/sida et les droits de l'homme constitue un autre engagement politique que nous avons pris et que nous devons respecter.

À bien des reprises, quand des tragédies humaines se sont produites quelque part dans le monde, les Canadiens et leurs institutions ont fait preuve de beaucoup de compassion et ont offert une aide humanitaire hors pair. Entre autres, notre participation à l'intervention internationale au Kosovo, qui a coûté des milliards de dollars, et notre aide au maintien de la paix au Rwanda et au Timor oriental prouvent que le Canada est un pays qui prend ses obligations éthiques et morales au sérieux et qui apporte une main secourable pour alléger la souffrance humaine. En raison de la grande portée des retombées de l'épidémie de VIH/sida dans les pays en développement et industrialisés, les Canadiens doivent aborder cette question avec autant de bienveillance et de perspicacité que n'importe quelle autre catastrophe, comme la guerre et le génocide.

De plus, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada a pris les devants en définissant et en suggérant la « Plate-forme de la sécurité humaine » qui vise à instaurer un environnement propice au développement humain productif. Afin d'atteindre les buts énoncés dans la plate-forme, les Canadiens doivent participer à la recherche et à la mise au



La justification : L'intervention globale est logique

point d'un vaccin contre le VIH/sida, essayer de faciliter l'accès aux traitements dans le monde entier, se concentrer sur les moyens d'éradiquer la maladie et, bien entendu, en minimiser les effets, notamment en trouvant une solution au problème du nombre grandissant d'orphelins. La participation active à la lutte internationale contre le VIH/sida sera bénéfique tant pour les Canadiens que pour leurs homologues étrangers.

Nous sommes reconnus comme des chefs de file mondiaux

Peut-être plus que toute autre nation de la Terre, le Canada a établi une tradition respectée et a acquis une réputation enviable de société diversifiée, bienveillante et soucieuse d'autrui, qui se fait un devoir d'apporter un soutien humanitaire important aux sociétés en péril et à celles qui ont besoin de son aide.

La contribution du Canada à l'OTAN et la collaboration avec cet organisme depuis 10 ans, la campagne qu'il a menée à l'échelle internationale pour faire bannir les mines anti-personnel et qui a conduit au *Protocole d'Ottawa*, les efforts qu'il a déployés pour stabiliser la situation à la suite de la crise dévastatrice du Kosovo et sa récente intervention au Timor oriental montrent que lorsqu'une urgence se déclare quelque part dans le monde, les Canadiens sont prêts à apporter de l'aide et à jouer un rôle de premier plan.

Le Canada s'est aussi imposé comme un leader dans les domaines de la recherche et du développement scientifiques et médicaux. En particulier, la découverte de la 3TC, menée à l'origine par le défunt D^r Bernard Belleau et plus tard par le D^r Mark Wainberg, confirme que nous avons apporté des contributions internationales importantes dans la lutte contre le VIH/sida et que nous avons amélioré la qualité de vie de millions de gens.

De nombreux pays admirent le leadership du Canada. Quand nous agissons, d'autres pays le remarquent et, bien souvent, nous emboîtent le pas. En continuant à jouer un rôle prépondérant dans les questions humanitaires, la recherche médicale et le développement, pour ne citer que quelques exemples, nous aiderons à stimuler une intervention globale et complète. Quand à la lutte contre la pandémie de VIH/sida, la contribution du Canada et d'autres pays industrialisés qui mènent la lutte est essentielle, rien de moins.

ce qu'on **EN DIT**

« En cette période de l'après-guerre froide, il devient possible d'axer la politique étrangère non seulement sur les relations entre États mais aussi sur les besoins des personnes — des besoins qui transcendent les frontières —, sur l'aspect humain de la mondialisation, sur la sécurité humaine, la diversité culturelle et les droits de la personne. Plus les gens vivront en sécurité dans leur propre pays, plus les Canadiens pourront vivre en sécurité chez eux. Et notre qualité de vie sera meilleure. »

Le très honorable Jean Chrétien
Premier ministre du Canada



Nous devons assurer la pérennité de nos activités de développement

Ces dernières décennies, par le truchement d'organismes comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI), les Nations Unies et la Banque mondiale, les contribuables canadiens ont investi des milliards de dollars dans la santé, le planning familial, l'éducation, l'infrastructure, le renforcement communautaire, l'agriculture et l'allègement de la pauvreté dans le monde en développement.

Dans les pays ravagés par le VIH/sida, les progrès réalisés au prix de décennies de dur labeur et d'investissements du Canada et de nombreux autres pays, s'érodent ou disparaissent même. Pour renverser la vapeur, il faudra encore investir des milliards supplémentaires dans la prévention, l'éducation et le traitement du sida, investissements que des nations déjà fragiles n'ont pas les moyens de faire.

Nous devons aussi prendre tout de suite des mesures concertées afin de protéger les progrès que nos contribuables ont aidé à financer et financent toujours dans les régions du monde où l'épidémie de VIH/sida est encore à la hausse et hors de contrôle. Nous serions tout simplement coupables si nous laissons l'épidémie se répandre librement dans ces régions et prendre des proportions aussi désastreuses qu'en Afrique.

ce qu'on EN DIT

« Le VIH/sida tue des millions de gens. Dans seulement dix ans, le sida aura emporté les parents de 40 millions d'enfants, les rendant orphelins, et des millions perdront aussi des enseignants, et des professionnels de la santé. Tous les pays ont la responsabilité de mener une lutte acharnée contre cette maladie. »

L'honorable Maria Minna
Ministre de la Coopération internationale

Il est dans notre intérêt économique d'agir

En tant que pays riche en ressources et axé sur les exportations, le Canada compte sur le dynamisme continu des marchés mondiaux et sur les nouveaux débouchés pour assurer sa croissance et sa stabilité économiques. Les dizaines de millions de personnes vivant avec le VIH/sida ou touchées par la maladie sont les consommatrices de nos produits et constituent nos marchés d'exportation. La déstabilisation politique et sociale qui accompagne souvent les flambées massives de VIH/sida, surtout dans les pays où la démocratie est fragile, comme l'ancienne Union soviétique, pourrait avoir des conséquences néfastes sur l'économie canadienne. Dans la mesure du possible, nous devons agir à l'échelle internationale afin de veiller à ce que les pays durement touchés conservent un semblant de stabilité économique. De fait, l'incidence économique marquée de la fameuse « grippe asiatique » sur le Canada à la fin de 1998 prouve que nous fonctionnons dans une économie hautement complexe et interdépendante où les événements malencontreux ont de profonds effets à des milliers de kilomètres de leur source.



Elle peut améliorer notre réponse nationale

Depuis le début de l'épidémie de VIH/sida il y a 20 ans, le Canada et ses citoyens ont investi des centaines de millions de dollars dans la prévention de l'infection, ainsi que dans des projets et programmes de traitement et de recherche. Bien que nous ayons fait beaucoup de progrès, nous sommes encore loin de pouvoir déclarer victoire contre le sida dans le pays.

L'intervention globale contre le VIH/sida est pour nous une occasion unique d'accroître nos compétences et nos connaissances, et de renforcer ainsi notre capacité d'influencer favorablement le dossier du VIH/sida sur notre propre territoire. Dans de nombreuses régions du monde durement frappées par l'épidémie, il a fallu concevoir des programmes novateurs pour faire face à l'épidémie, souvent dans des circonstances très difficiles caractérisées par une pénurie de ressources, d'importantes disparités urbaines et rurales, une infrastructure de communication insuffisamment développée, un engagement politique faible, et une profonde diversité culturelle et linguistique. Grâce à l'établissement de rapports de collaboration avec des organisations de ces régions, nous pouvons découvrir des stratégies originales applicables chez nous et à l'étranger.

ce qu'on **EN DIT**

« Face au succès du spectacle de marionnettes qui transmettait des messages sur le sida dans les campagnes africaines, nous avons pensé que la stratégie pourrait réussir aussi dans les régions rurales du Canada. C'est ainsi que le Jigsimbiza's Puppets Against AIDS y a diffusé pendant trois mois des messages de sensibilisation et d'éducation sur le sida. Les marionnettes et le théâtre d'intervention du projet Jigsimbiza ont attiré les jeunes spectateurs par leur originalité, et on peut dire que l'initiative a remporté un succès remarquable. » *[trad. libre]*

Patricia Murphy, directrice générale
Comité du sida de Terre-Neuve et du
Labrador



ce qu'on **EN DIT**

« Depuis presque 10 ans, l'Université du Manitoba collabore avec l'Université de Nairobi (Kenya), des organisations non gouvernementales et d'autres partenaires, à un programme visant à réduire l'incidence de l'infection à VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles. Le projet a énormément rehaussé l'image de l'Université du Manitoba, et même du Canada, en tant que partenaire international de premier ordre dans la lutte contre le VIH/sida. Les Canadiens et les Kényans ont eu de nombreuses occasions de s'instruire et de collaborer dans les deux pays car les échanges ont été extrêmement bénéfiques pour tous les collaborateurs. » *[trad. libre]*

Stephen Moses
Université du Manitoba

FAIT

On estime que, chaque jour, plus de deux millions de personnes traversent une frontière internationale.

Elle peut améliorer les capacités et la réputation des ONG et des organismes canadiens d'action-sida

Quoiqu'il soit tout à fait louable et même indispensable de se concentrer sur l'épidémie de VIH/sida au Canada ou dans sa collectivité, l'élargissement du rayon d'action au-delà des frontières du Canada, quand les ressources le permettent, peut en dire long sur l'organisme.

L'intervention sur la scène internationale montre qu'un organisme est déterminé à accomplir une action humanitaire, qu'il est animé d'un esprit de collaboration, qu'il est ouvert aux idées nouvelles, qu'il souhaite se développer et enrichir l'expérience et l'expertise de son personnel et des personnes qu'il côtoie. L'intervention internationale démontre que l'organisme comprend le rapport complexe et incontournable qui existe entre les pays en développement et industrialisés, et qu'il est possible de progresser dans à peu près n'importe quelle entreprise en y allant par petites étapes. Elle démontre aussi que l'organisme sait que les partenariats avec d'autres parties du monde rehausseront sa capacité d'offrir des services de qualité dans sa propre communauté. L'organisme n'a qu'à penser aux répercussions que sa réputation peut avoir dans les affaires publiques, les relations avec les médias, le recrutement et le moral des employés, les activités de mobilisation de fonds. En aidant les personnes des quatre coins du globe qui vivent avec le VIH/sida ou en ressentent les effets, l'organisme se forge une réputation de citoyen du monde attentionné qui peut l'aider à réaliser ses objectifs nationaux et lui donner une place favorable dans le cœur et l'esprit des autres.

Elle peut freiner la propagation du VIH et d'autres maladies infectieuses

La nature infectieuse du VIH et d'autres maladies comme la tuberculose (le deuxième agent infectieux mortel), combinée aux mouvements grandissants des populations en quête d'un emploi valable et d'un niveau de vie plus élevé ailleurs sur la planète, fait courir un risque aux Canadiens, quels que soient la qualité des contrôles et les programmes de prévention déjà en place au pays. Nos frontières ne sont que des lignes de démarcation sur une carte et il serait utopique de penser que nous sommes plus que d'autres pays à l'abri des futures incursions du VIH et d'autres agents infectieux.



Nous savons déjà ce qui fonctionne

En matière de prévention et d'éducation sur le VIH, notre pays possède une expérience et une expertise substantielles qu'il peut partager avec d'autres. Nous savons qu'une intervention précoce et active de la part de tous les secteurs de la société encourage les personnes les plus susceptibles de contracter le virus et de le transmettre à adopter un comportement plus sécuritaire, et a le potentiel d'éviter des souffrances et de sauver des millions de vie. La diffusion de nos stratégies éprouvées de prévention et d'éducation sur le VIH n'est rien d'autre qu'un acte humanitaire et efficace, et peut en fait minimiser les effets délétères de l'épidémie sur les économies et les structures sociales du monde, y compris les nôtres. Bref, nous pouvons apporter une grande contribution et avoir une influence immédiate et positive.

Selon des études effectuées par l'ONUSIDA et la Banque mondiale, des interventions incluant, entre autres, le marketing social, la distribution de condoms, les programmes de dépistage et de counselling volontaires, le traitement des MTS et l'éducation par les pairs, peuvent faire changer remarquablement les comportements, réduire les risques d'infection à VIH et amoindrir les conséquences socioéconomiques qui y sont liées. Nous savons aussi que ces mêmes stratégies nous ont permis de briser la vague de VIH/sida dans certains groupes de notre pays; il est donc logique de les mettre en œuvre énergiquement dans les collectivités à risques élevés de l'étranger où les retombées sont durement ressenties.

Cette remarque vaut aussi pour nos compétences dans les domaines des droits de la personne, de l'élaboration de politiques, des traitements, des soins et de la recherche médicale, dont plusieurs passent pour être les meilleures pratiques sur la scène internationale. La mise en commun de cet ensemble de connaissances est l'occasion pour les Canadiens de montrer leurs compétences tout en contribuant dans une large mesure à freiner l'épidémie de VIH/sida.

FAIT

En Ouganda, on attribue aux programmes soutenus de sensibilisation du public, aux ventes de condoms et à l'intensification des services de santé, financés par des donateurs étrangers à coups de millions de dollars, la réduction de 40 p. 100 du nombre de femmes enceintes séropositives dans les cinq dernières années seulement et un taux de prévalence de moins de 10 p. 100 chez les jeunes gens, le plus faible de la région.

FAIT

En Thaïlande, les efforts concertés du gouvernement aux paliers national et régional ont mené à un déclin rapide et prononcé des nouveaux cas d'infection à VIH et de MTS.



ce qu'on
EN DIT

« Le fardeau du VIH/sida est plus lourd pour les pays qui n'ont pas les moyens de s'attaquer à l'épidémie. Notre partenariat avec ONUSIDA nous permettra de partager nos connaissances et notre expertise et de faire une différence pour ceux qui sont aux prises avec cette épidémie et ceux qui vivent avec la maladie. »

L'honorable Allan Rock
Ministre de la Santé

C'est tout simplement le geste qui s'impose

L'analyse ci-dessus, dans son ensemble, présente des arguments convaincants pour participer à la lutte mondiale contre le VIH/sida. En mettant ces arguments de côté pour un moment, il reste une fort bonne raison de le faire : c'est tout simplement le geste qui s'impose. Les Canadiens ont la chance d'avoir beaucoup de ressources et d'expertise, et ils ont prouvé qu'ils pouvaient aider ceux qui étaient dans le besoin. Ils seraient inhumains et volontairement négligents s'ils assistaient passivement à la destruction inexorable de générations d'hommes, de femmes et d'enfants, surtout quand ils ont la capacité et les ressources nécessaires pour aider à renverser la tendance. Les Canadiens ont le devoir d'entrer dans la lutte internationale contre le VIH/sida et d'apporter leur aide maintenant.

ce qu'on
EN DIT

« Il faudrait voir l'épidémie de VIH/sida pour ce qu'elle est : une urgence internationale de proportions épiques; une catastrophe qui pourrait faire plus de victimes au début du siècle prochain que la Seconde Guerre mondiale n'en a fait au cours de ce siècle. » *[trad. libre]*

Lester Brown
Président, WorldWatch Institute



Passer à l'action : Que pouvez-vous faire à l'échelle planétaire?

Qu'est-ce que vous ou votre organisation pouvez faire au juste pour aider le monde? Certaines organisations souhaitent enrichir leurs connaissances, d'autres désirent simplement apporter une contribution financière ou des ressources précieuses à ceux qui offrent des soins aux personnes atteintes du sida ou qui s'occupent de prévention. D'autres encore veulent aller plus loin en s'alliant avec des partenaires étrangers pour mettre en œuvre des programmes liés, par exemple, à l'éducation sur le VIH, aux traitements, aux droits de la personne ou à la recherche. Certaines personnes préfèrent participer à des projets communautaires modestes alors que d'autres ont un penchant pour les activités à grande échelle faisant entrer en jeu de multiples partenaires et des millions de dollars. Le point clé est que les organisations et les Canadiens ont une multitude de façons de poser petit à petit des gestes pour contrer l'épidémie mondiale de VIH/sida.

Les pages qui suivent portent sur le travail que des chefs de file canadiens accomplissent aux quatre coins du globe et qui constituent pour nous tous des exemples remarquables d'engagement et de compassion. L'éventail des interventions canadiennes démontre que quelles que soient vos ressources ou votre influence dans le mouvement de lutte contre le VIH/sida, vous pouvez faire beaucoup. Inspirez-vous de leur œuvre au moment de passer à l'action.

ce qu'on **EN DIT**

« Le Canada a un rôle vital et prépondérant à jouer dans la lutte mondiale contre la menace grandissante du VIH/sida. L'accomplissement de ce rôle consiste autant à protéger les intérêts stratégiques des Canadiens qu'à exprimer nos préoccupations humanitaires. Cette pandémie est l'ennemi silencieux de la croissance économique, du bien-être national et de la stabilité partout dans le monde. En outre, la propagation effrénée du VIH pourrait menacer nos espoirs collectifs de nouveaux marchés, d'investissements étrangers et de démocraties stables. Les flambées récentes en Russie et en Ukraine témoignent du danger qui menace le monde entier. »

[trad. libre]

Bruce Waring
Coalition interagence sida et
développement

Assumer un rôle de chef de file

Comme notre expérience nationale du VIH/sida l'a démontré, la réponse efficace est souvent la réponse collective, qui peut d'ailleurs prendre bien des formes. Les ONG, les organismes d'action-sida et les particuliers canadiens n'ont pas besoin de se dire que pour participer à la lutte internationale contre le VIH/sida, il faut se lancer dans des projets coûteux, à plusieurs facettes ou à long terme qui exigent la participation de nombreux intervenants. Même si vous ou votre organisation ne pouvez pas mettre sur pied votre propre programme d'action, il est toujours possible d'apporter une importante contribution en prenant la direction d'un seul dossier et en ralliant d'autres intervenants intéressés. En d'autres mots, informer d'autres Canadiens sur les ravages que le VIH/sida fait dans les pays en développement est une mesure clé pour assurer une action musclée et efficace de leur part.

Il y a bien des façons d'accomplir cette tâche. Pourquoi ne pas mettre en œuvre un programme de sensibilisation en milieu de travail dans votre organisation, dans des ONG ou dans des entreprises privées? Informez-les de l'étendue de l'épidémie mondiale de VIH/sida en organisant des réunions libres ou des rencontres en tête à tête. Prenez le temps de renseigner les médias locaux sur les retombées réelles pour le Canada de l'épidémie de VIH/sida qui sévit à l'étranger. Participez aux campagnes de collecte de fonds des ONG et des organismes canadiens d'action-sida qui interviennent à l'échelle mondiale, ou à celles pour des projets et organismes particuliers de régions durement touchées. Assistez à des conférences et congrès nationaux et internationaux sur le VIH/sida afin d'échanger des idées, de créer des réseaux et de recruter d'autres chefs de file et collaborateurs éventuels. Orchestrez la défense des droits de groupes particulièrement marginalisés, comme les utilisateurs de drogues injectables, et répondez à leurs besoins en participant à l'organisation de programmes de réduction des méfaits. Parlez à des élus locaux, régionaux et fédéraux et encouragez-les à dire publiquement qu'ils appuient la lutte mondiale contre l'épidémie de VIH/sida. Organisez une collecte communautaire de fournitures scolaires, de vêtements et d'autres ressources dont les orphelins du sida du monde entier ont un besoin criant.

EXEMPLE

Coalition interagence sida et développement

Fondée en 1990, la Coalition interagence sida et développement (CISD) est un regroupement d'organisations de développement international et d'organismes d'action-sida, dont le mandat est de mobiliser des ressources humaines et financières au Canada pour lutter contre le VIH/sida dans des communautés et pays démunis. La CISD a pris l'initiative de rallier d'autres organisations qui s'intéressent aux questions internationales dans le domaine du VIH/sida. Pour cela, elle a, entre autres, produit un guide de jumelage (plus de détails à la page 34), participé à la rédaction du premier rapport de 1998 Réponse internationale du Canada au VIH/sida, apporté du soutien aux réunions de planification du Children and AIDS International NGO Network (CAINN), et collaboré avec la Société canadienne du sida (SCS) pour évaluer les besoins et les connaissances du secteur bénévole canadien qui entreprend des activités internationales sur le VIH/sida, et étudier les obstacles et les défis qu'il rencontre.

Partager l'expertise technique

Comme l'histoire le montre sans cesse, les grands progrès humains sont souvent le fruit de la collaboration et du soutien mutuel de personnes qui proviennent de collectivités diverses ou qui ont des perspectives uniques mais qui décident de s'allier. Un des moyens les plus efficaces d'épauler les autres intervenants à l'échelle internationale et de contribuer à la lutte contre l'épidémie de VIH/sida est de partager notre importante expertise technique. Qu'il s'agisse de promouvoir des stratégies novatrices de réduction des méfaits ou de prévention, des procédés d'essais en laboratoire à la fine pointe de la technologie ou des résultats prometteurs sur la mise au point d'un vaccin contre le VIH ou d'essais cliniques, en faisant connaître nos réalisations et nos progrès, nous renforçons la lutte contre le VIH/sida, et nous enrichissons nos connaissances collectives sur la maladie dans notre propre communauté.

EXEMPLE

Surveillance de la résistance du VIH-1 aux antirétroviraux en Amérique latine

Initiative de Santé Canada, de l'ONUSIDA, des Centers for Disease Control des États-Unis et d'autres organismes, ce projet pilote consiste à effectuer une évaluation comparative et à mettre en évidence des techniques de laboratoire appropriées pour sélectionner les marqueurs génétiques de la résistance du VIH-1 aux médicaments antirétroviraux, à assurer le transfert technologique et à apprendre à des scientifiques de certains pays d'Amérique latine les techniques de laboratoire appropriées pour surveiller la résistance du VIH-1 aux médicaments.

ce qu'on
EN DIT

« Même si je suis fier d'avoir contribué à la mise au point de la 3TC, mon rêve serait de mettre au point des médicaments moins chers et plus efficaces qui feraient une différence pour les personnes vivant avec le VIH partout dans le monde. Nous devons aussi agir sans tarder afin d'avoir l'assurance que le problème de la résistance aux médicaments contre le VIH dans les pays en développement n'éclipse pas les bienfaits des interventions antivirales qui préviennent la transmission de la mère à l'enfant. Le Canada doit lui aussi faire en sorte que les objectifs soient les mêmes partout dans le monde. » [trad. libre]

Mark A. Wainberg
Université McGill

EXEMPLE

Centre de collaboration de l'ONUSIDA

Le gouvernement du Canada a annoncé en novembre 1999 que Santé Canada avait été désigné comme centre de collaboration avec l'ONUSIDA. À ce titre, le Laboratoire de lutte contre la maladie offrira des conseils éclairés sur la surveillance, et les méthodologies de recherche fondamentale et clinique sur le VIH, en mettant l'accent sur les pays en développement où l'épidémie continue à se propager à une vitesse alarmante en faisant de nombreuses victimes au passage. Par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Canada a versé 3,4 millions de dollars au budget de l'ONUSIDA pour appuyer sa lutte contre le VIH/sida. Santé Canada a travaillé avec l'ONUSIDA pour fournir de la biotechnologie, du matériel de laboratoire et de l'expertise en surveillance à des pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie, et a participé aux analyses du fardeau actuel et futur lié à la maladie. Cette nouvelle collaboration élargira l'accès de Santé Canada à une mine internationale de connaissances et donnera également aux scientifiques canadiens l'occasion de faire progresser les recherches sur le VIH/sida.

Participer aux efforts internationaux de recherche

Les résultats de la recherche scientifique d'avant-garde dans les domaines scientifique et du comportement posent les jalons de l'élaboration et de la mise en œuvre d'autres interventions sur le VIH/sida. Dans ce domaine, des gouvernements, des ONG, des universités et des instituts de recherche du Canada ont fait des pas de géant dans l'amélioration des stratégies d'intervention et se sont ainsi forgé une réputation internationale enviable.

Nous avons beaucoup à donner et beaucoup à gagner en agissant avec d'autres sur la scène internationale. Ainsi, la recherche canadienne sur les méthodes de prévention des MTS et de l'infection à VIH contrôlées par les femmes, notamment les condoms et les microbicides, se révèle très prometteuse pour combattre le VIH/sida dans les pays en développement. Les Canadiens qui travaillent en Afrique ont joué un rôle prépondérant en étudiant la génétique et l'immunologie de la résistance à l'infection à VIH ainsi que la place qu'occupe la nutrition dans l'atténuation des effets de la maladie. En outre, les Canadiens, en collaboration avec des organisations internationales d'autres pays, tentent de mettre au point un vaccin sûr et efficace contre le VIH. Cette démarche est à la fois une priorité importante de la recherche sur le sida et un pas de plus pour contrôler l'épidémie. Inutile de dire que les progrès accomplis sur la scène internationale dans n'importe lequel de ces domaines ne peuvent qu'être bénéfiques pour les prochaines générations de Canadiens et les autres peuples.

EXEMPLE

La biologie des maladies transmissibles sexuellement

Le Conseil de recherches médicales du Canada (CRM) est le principal organisme fédéral responsable du financement de la recherche biomédicale au Canada. Son rôle est de promouvoir, d'appuyer et d'entreprendre des projets de recherche fondamentale, appliquée et clinique au Canada dans les sciences de la santé. De concert avec le Programme national de recherche et de développement en matière de santé, le CRM a établi un programme de financement de projets méritoires et de subvention de fonctionnement dans de nombreux aspects de la recherche sur le VIH/sida. Cette initiative recourt à la collaboration de chercheurs des universités de Toronto, du Manitoba et de Nairobi, dont le but est de trouver de nouvelles façons de prévenir et de traiter les infections transmises sexuellement (ITS) qui font énormément de victimes dans le monde. Basé largement à Nairobi, où les ITS sévissent particulièrement, le groupe de recherche étudie l'immunité contre ces infections, comment elles causent des maladies et les mécanismes que les microbes transmis sexuellement utilisent pour parasiter les humains. En même temps, les partenaires du projet offrent l'accès à des soins de santé améliorés à la population visée par l'étude, à savoir les travailleurs du commerce du sexe et les enfants.

Promouvoir et protéger les droits de la personne

La protection des droits de la personne est essentielle pour préserver la dignité humaine face au VIH/sida et pour lutter efficacement contre la maladie. Comme l'expérience des pays en développement et industrialisés nous l'a appris, lorsque les droits de la personne sont protégés, surtout ceux des groupes marginalisés comme les femmes, les travailleurs du commerce du sexe, les consommateurs de drogues injectables et les hommes gais, le nombre de cas d'infection diminue, et les personnes qui vivent avec le VIH/sida ainsi que leur famille sont plus en mesure de composer avec les effets de la maladie.

Même si la mise en œuvre des stratégies de protection des droits de la personne et la réforme des lois incombent aux gouvernements, les organismes d'action-sida et les ONG canadiens et internationaux, y compris les réseaux de personnes vivant avec le VIH/sida, peuvent jouer un rôle crucial à cet égard en formulant des politiques, en exerçant des pressions, en renforçant les capacités et en mettant sur pied des services de soutien et des programmes de sensibilisation.

ce qu'on **EN DIT**

« Notre projet de jumelage avec le AIDS Law Project de l'Afrique du Sud nous a permis d'entreprendre des activités que nous n'aurions pas pu faire seuls. Ainsi, parallèlement à la XIII^e Conférence internationale sur le sida qui aura lieu à Durban (Afrique du Sud) en juillet 2000, nous organisons ensemble une rencontre sur les questions juridiques, éthiques et des droits de la personnes soulevées par le VIH/sida. Nous prévoyons aussi produire des publications conjointes. Nous avons appris beaucoup de l'ALP. Son travail a été une inspiration. Nous entendons bien continuer à travailler ensemble et à nous entraider pour réaliser nos missions, buts et objectifs respectifs. » [trad. libre]

Ralf Jürgens
Réseau juridique canadien
VIH/sida

EXEMPLE

Partenariat entre le AIDS Law Project (Afrique du Sud) et le Réseau juridique canadien VIH/sida

Un des plus beaux exemples de partenariat international, ou de « jumelage » comme on dit de plus en plus, est la collaboration du AIDS Law Project (Afrique du Sud) et du Réseau juridique canadien VIH/sida. Établi au centre d'études juridiques appliquées de l'Université de Witwatersrand en Afrique du Sud, le AIDS Law Project mène des recherches, publie des documents, fournit des conseils juridiques et plaide des causes liées au VIH/sida et aux droits de la personne. Créé en 1992, le Réseau juridique canadien VIH/sida a un mandat semblable et est également la seule organisation nationale de bienfaisance au Canada qui fait connaître les questions juridiques, éthiques et politiques liées aux VIH/sida. Soucieuses de collaborer pour réaliser leurs missions, leurs buts et leurs objectifs respectifs, et conscientes de la nature et de l'incidence globale de la pandémie de VIH/sida, les deux organisations ont conclu une entente officielle de partenariat en 1998. Dans ce cadre, elles enrichissent les connaissances et font comprendre les conséquences éthiques, juridiques et en matière de droits de la personne de la propagation du VIH/sida dans le monde. Elles mènent ensemble des recherches, créent des réseaux et entreprennent d'autres activités de sensibilisation. En outre, elles se soutiennent mutuellement aux plans de la gestion et du fonctionnement. En 1998, le Réseau juridique canadien VIH/sida a renforcé l'arsenal éducatif de lutte globale contre le VIH/sida, en publiant la version internationale de son ouvrage à succès *Questions d'ordre juridique et éthique soulevées par le VIH/sida : Enquête bibliographique et bibliographie annotée*. Visitez le site Web du Réseau juridique canadien VIH/sida à l'adresse <www.aidslaw.ca>.

EXEMPLE

Human Rights and HIV: Effective Community Response

Fondé en 1976, Human Rights Internet (HRI) est un leader mondial dans l'échange d'information dans les milieux internationaux des droits de la personne. Lancé aux États-Unis, HRI a son siège social à Ottawa et communique par téléphone, par télécopieur, par la poste et par l'autoroute de l'information avec plus de 5 000 organisations et personnes du monde entier qui œuvrent pour promouvoir les droits de la personne. Un objectif clé de l'organisation est d'aider les milieux non gouvernementaux de la planète à faire respecter ces droits partout. Dans ce but, HRI encourage l'éducation sur les droits de la personne, la recherche et l'échange d'information, et favorise la solidarité internationale entre les personnes et organismes déterminés à adhérer aux principes consacrés dans la *Déclaration internationale des droits de l'homme*. En 1997 et 1998, avec un budget de 50 000 \$, HRI s'est allié à l'ONUSIDA pour effectuer des recherches, rédiger et publier *Human Rights and HIV*, un document exhaustif faisant état de plus de 20 projets efficaces et exemplaires menés dans le monde, qui consistaient à veiller au respect des droits de la personne dans le contexte du VIH/sida. Conçu comme un instrument d'éducation, de défense des intérêts et de renforcement des capacités, *Human Rights and HIV* a été acclamé et est largement utilisé au Canada et dans le monde par les organismes d'action-sida, les militants de la lutte anti-sida, les organismes gouvernementaux et les ONG. Ce projet illustre parfaitement comment une organisation nationale peut transmettre dans d'autres parties du monde son expertise en recherche et faire comprendre les principes des droits de la personne vis-à-vis du VIH/sida. Visitez le site du HRI à l'adresse <www.hri.ca>.



Passer à l'action : Que pouvez-vous faire à l'échelle planétaire?

Améliorer l'infrastructure des soins et du soutien

Certaines organisations canadiennes se distinguent par leur expertise et les ressources qu'elles offrent à d'importants projets de soins et de soutien. Les 33,6 millions et plus de séropositifs, sans mentionner les millions d'enfants dont la maladie a fait des orphelins, ont grandement besoin de systèmes intégrés de soins et de soutien afin de réduire les retombées de l'épidémie. À cause des coûts extrêmement élevés et de la nature complexe des thérapies antirétrovirales et en association, les pays en développement ont dû adopter des stratégies économiques d'intervention (et doivent encore le faire avec l'aide des pays industrialisés) afin d'améliorer la qualité des soins et services de soutien liés au VIH/sida.

EXEMPLE

La maison Arc-en-ciel

Atteindre et soigner les orphelins du sida et les enfants séropositifs à Haïti (Antilles) : telle est la mission principale de La maison Arc-en-ciel, établie en 1995 par le Plan de parrainage du Canada en partenariat avec deux organisations haïtiennes, La maison Arc-en-ciel et Promoteurs de l'objectif Zérosida. En tant que membre de PLAN International, une organisation humanitaire de développement axée sur les enfants, le Plan de parrainage du Canada a pour but d'améliorer de manière durable la qualité de vie des enfants désavantagés des régions en développement en répondant à leurs besoins fondamentaux et à ceux de leur famille et de leur communauté, et en faisant la promotion des droits des enfants du monde. Avec un budget de moins de 200 000 \$ par an, La maison Arc-en-ciel assure principalement aux enfants séropositifs et aux orphelins du sida l'accès à des services médicaux, sociaux, psychologiques, nutritionnels, de soutien et de counselling, et s'efforce ainsi de leur offrir un environnement sûr et de faire en sorte qu'ils puissent vivre dans la dignité et en toute sécurité. D'après les expériences vécues dans d'autres parties du monde et auprès d'enfants séropositifs ou orphelins du sida, dont le nombre croît à pas de géant, il semble que des projets de soins et de soutien de ce type réduisent la dépression, la malnutrition, le vagabondage, la migration forcée, les abus physiques, le crime et l'exposition à d'autres maladies infectieuses. Ils comblent aussi des lacunes en matière de soins de santé, assurent une éducation et fournissent un toit aux sans-abri.

ce qu'on **EN DIT**

« Quand des projets internationaux liés au VIH/sida sont entrepris avec des gouvernements, ils n'ont pas les mêmes retombées que lorsqu'ils sont dirigés par des organisations et des communautés qui font elles-mêmes le travail. En d'autres mots, les liens et la collaboration entre des organisations communautaires ont des avantages concrets qui atteignent les personnes là où elles vivent. » *[trad. libre]*

Gloria Murrant, coordonnatrice de l'éducation
Casey House Hospice

Renforcer les communautés et leurs capacités

Les communautés ressentent depuis très longtemps les retombées de l'épidémie de VIH/sida. Afin de freiner la propagation de la maladie et de réduire les tensions sociales, le stress et les éléments sociaux destructeurs qui l'accompagnent, les communautés doivent investir et se donner ainsi la capacité de lutter contre l'épidémie, d'intervenir plus efficacement et de perfectionner les compétences des soignants, des enseignants et du personnel de la collectivité qui remplacent leurs homologues que le VIH/sida a emportés.

Les activités de développement communautaire au chapitre du VIH/sida sont nombreuses et couvrent tout le spectre des soins, de la prévention, de l'éducation, de la recherche, de la formulation de politiques et des stratégies de défense des droits de la personne. Qu'il s'agisse de la formation des responsables de la mise en œuvre des stratégies de sensibilisation du public (qui leur enseigne que comment faire participer le secteur privé et les groupes de défense des personnes vivant avec le sida ou touchées par la maladie), ou de l'aide pour établir des orphelinats et des centres de soins palliatifs, en passant par la préparation d'essais cliniques de dispositifs de prévention prometteurs, il est possible de faire beaucoup pour renforcer les capacités des collectivités durement touchées. À cet égard, des ONG, des organismes d'action-sida, des organismes gouvernementaux et des universités du Canada possèdent une expérience et une expertise considérables qui peuvent servir à renforcer la capacité communautaire dans le reste du monde.

EXEMPLE

Le projet VIH/sida dans les Caraïbes (CHAP)

Ce projet est mené par l'Association canadienne de santé publique (ACSP) et se déroule en partenariat avec le centre d'épidémiologie antillais de l'île de la Trinité. Avec l'appui financier de l'ACDI et de divers pays européens, le CHAP a pour but de freiner la propagation du VIH et d'autres MTS, mais surtout de réduire l'incidence de la maladie en mettant sur pied des programmes de renforcement des capacités. Entre autres stratégies, le CHAP s'efforce de rallier plus de ressources locales, d'offrir de la formation en gestion de programmes de lutte contre le sida et de réduction des effets néfastes de la maladie, et d'améliorer la qualité des soins, du soutien et du diagnostic de l'infection à VIH et des MTS. Afin de perfectionner leurs compétences professionnelles, les membres du personnel du CHAP participent à des projets menés par l'ACSP dans le monde entier et étudient les meilleures pratiques au Canada. En outre, avec l'aide de l'ACSP, le CHAP a établi d'autres partenariats avec des ONG et des organismes gouvernementaux des Antilles en vue de mettre en œuvre des activités de contrôle et de prévention du VIH/sida, et de formuler des stratégies nationales de lutte contre le virus.

EXEMPLE

Opération « Blessing Guyana »

En 1997 et 1998, l'hospice réputé de Toronto pour les victimes du VIH/sida, la Casey House, s'est allié avec la Black Coalition for AIDS Prevention (BlackCAP) en vue d'entreprendre un projet unique de développement au Guyana. Le premier volet du projet a consisté à élaborer et à faciliter un programme complet d'éducation sur le VIH/sida qui couvrait des sujets tels que le soutien, les soins et la prévention, la création de soutien communautaire et de réseaux de soutien, et la création d'un hospice communautaire pour les personnes vivant avec le sida. Fondé sur le principe de la formation des formateurs et sur des expériences canadiennes, le programme avait pour but de doter des intervenants guyanais de compétences et de connaissances supplémentaires, leur permettant ainsi d'intervenir plus efficacement dans leurs communautés assiégées par la maladie. Dans le cadre du deuxième volet du projet, des infirmières guyanaises occupant des postes influents dans leurs milieux de travail respectifs ont participé à un programme de stage pratique ou d'observation dans quatre organisations torontoises, c'est-à-dire la Casey House, la Fife House, BlackCAP et l'Ordre des infirmières de Victoria. Selon les dirigeants de la Casey House, le projet a atteint ses objectifs et a apporté des bienfaits durables à leur organisation. Il a eu plusieurs résultats positifs : il a confirmé que la Casey House et ses partenaires faisaient un travail valable au Canada; il leur a fait voir leurs défis sous un autre jour par rapport à ceux des autres; il leur a enseigné de nouvelles approches de la gestion des bénévoles et du personnel non professionnel; il les a aidés à renforcer leurs alliances nationales et a sensibilisé le personnel à l'énormité de l'épidémie de VIH/sida au Guyana. C'est ce dernier point, croit-on, qui a réveillé l'esprit combatif de l'organisation, qui s'était quelque peu endormi en raison des retombées (positives) énormes qu'ont les antirétroviraux et les traitements en association pour les personnes vivant avec le VIH/sida dans les pays industrialisés comme le Canada.

Intervenir par la prévention et l'éducation

FAIT

Selon l'ONUSIDA, environ 80 p. 100 des cas d'infection à VIH recensés dans le monde sont attribuables à la transmission sexuelle, ce qui souligne le fait que la prévention primaire demeure la meilleure arme pour lutter contre la pandémie.

Même si le VIH est mortel, il est possible de prévenir l'infection. L'expérience a démontré qu'une intervention efficace est souvent une intervention collective. Avec le VIH/sida comme avec d'autres maladies infectieuses, il est extrêmement coûteux de tarder à mettre en œuvre un programme coordonné. Malgré les cas d'infection à VIH et les décès attribuables au sida qui s'accroissent en Afrique, en Asie et ailleurs, les bienfaits de l'intervention sont énormes car des centaines de millions de personnes qui sont à risque ne contractent pas l'infection à VIH.

Les organismes d'action-sida et les ONG canadiens ont beaucoup à offrir dans les domaines de la prévention et de l'éducation touchant le VIH/sida. Sur le plan des programmes, les organisations canadiennes sont des expertes reconnues au chapitre du marketing social, des relations médiatiques, de la promotion de l'utilisation des condoms et de la sensibilisation au VIH/sida en milieu de travail. Étant donné que le Canada connaît fort bien les mesures qui donnent de bons résultats, les groupes canadiens qui œuvrent dans ce domaine peuvent rapidement faire une grande différence à l'étranger.

EXEMPLE

L'International Harm Reduction Association

L'International Harm Reduction Association (IHRA) a été créée en 1996. Un de ses membres fondateurs représentait la Fondation canadienne pour une politique sur les drogues. L'IHRA est une association professionnelle internationale qui regroupe des personnes et des organisations intéressées par la formulation et l'adoption de politiques appropriées et efficaces visant à réduire les conséquences néfastes de la consommation de drogues. L'IHRA s'efforce d'intervenir dans le processus de formulation des politiques sur les drogues, de manière à faire adopter les principes de réduction des méfaits. Dans ce cadre, elle sensibilise la population aux problèmes et offre information, formation et documents éducatifs aux intervenants. Elle organise également des programmes qui ciblent les décideurs. Entre autres, l'IHRA publie une revue à comité de lecture, *l'International Journal on Drug Policy*, qui est distribuée à plus de 600 personnes et organisations. Avec l'aide de l'ONUSIDA, l'association a aidé à créer le Latin American Harm Reduction Network (RELARD) et participe actuellement à la formation de l'African Harm Reduction Network. L'IHRA a commandité ou cocommandité de nombreux exposés et conférences dans plusieurs pays et a dépêché des conférenciers à des rencontres et ateliers de formation dans le monde entier. De plus, elle a envoyé des conseillers et des témoins experts pour étudier des causes types sur les lois sur les drogues, et a diffusé de l'information sur les drogues qui se fonde sur la preuve dans le cadre, notamment, de programmes éducatifs pour les écoles.

EXEMPLE

Programme de formation sur le sida en Afrique australe (SAT II)

L'Association canadienne de santé publique, une organisation nationale indépendante sans but lucratif qui défend la santé publique au Canada et est composée de professionnels de plus de 25 disciplines de la santé, est l'artisan du Programme de formation sur le sida (SAT II) mené en Afrique australe avec grand succès. Avec un budget de fonctionnement de plus de quatre millions de dollars financé par l'Agence canadienne de développement international, SAT II offre de l'aide financière mais aussi du soutien institutionnel et de la formation d'appoint à des organisations communautaires œuvrant dans le domaine du VIH/sida en Afrique australe. Des projets ont été menés en Angola, au Botswana, au Lesotho, au Malawi, au Mozambique, en Afrique du Sud, au Swaziland, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. Avec un total de 150 projets en cours, SAT II se concentre sur la prévention de l'infection à VIH, le counseling, les soins, l'égalité des sexes et la défense des droits de la personne. En même temps, SAT II administre le réseau Schools Without Walls, un mécanisme que des organisations expérimentées utilisent pour établir des partenariats de tutorat et d'apprentissage avec des organisations moins expérimentées dans le domaine du VIH/sida.

Idées de programmes prometteurs

En déterminant l'approche que votre organisation pourrait adopter, examinez ces idées, dont certaines ont déjà été mises en œuvre par des Canadiens à l'étranger.

- ◆ Prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant
- ◆ Programmes de dépistage et de counselling volontaires
- ◆ Promotion et distribution de condoms
- ◆ Marketing social et campagnes de sensibilisation au sida
- ◆ Sensibilisation des médias de masse aux questions liées au VIH/sida
- ◆ Programmes de modification du comportement et de sensibilisation des groupes vulnérables
- ◆ Appui à des programmes d'innocuité du sang
- ◆ Appui à des groupes de défense des droits des personnes vivant avec le VIH/sida
- ◆ Contrôle d'autres maladies infectieuses, surtout la tuberculose
- ◆ Programmes d'élaboration de politiques et de sensibilisation au VIH/sida en milieu de travail
- ◆ Échange d'information et création de réseaux par l'organisation de conférences et de symposiums
- ◆ Formation en développement des ressources et en gestion organisationnelle
- ◆ Programmes de soins à domicile et de soutien psychosocial
- ◆ Étude des moyens possibles de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité en améliorant les possibilités économiques dans les régions touchées
- ◆ Amélioration de l'accès des femmes au crédit, aux activités rémunératrices et à la propriété
- ◆ Activités visant à encourager la pleine participation de votre communauté à tous les aspects de la lutte contre le sida
- ◆ Promotion et défense des droits des enfants, des femmes et d'autres groupes marginalisés touchés par le VIH/sida



La première étape de votre propre intervention

Le but de cette publication est de vous donner les faits et les stratégies essentielles et de relater les succès remportés à l'échelle mondiale sur l'épidémie de VIH/sida par des organisations canadiennes. Cette information peut vous aider à concevoir et à mettre en œuvre vos propres activités de lutte contre cette catastrophe globale. Vous aurez besoin cependant d'un solide plan et peut-être même de conseils d'experts.

Le premier pas

Vous êtes déterminé à élargir vos activités nationales et à vous lancer dans la lutte mondiale contre le VIH/sida. Mais par où commencer? Quelle démarche devez-vous adopter pour vous assurer que le temps et l'énergie que vous consacrerez à l'opération rapporteront le maximum de dividendes à votre organisation, à vos partenaires et aux communautés que vous voulez servir? Quoiqu'il n'y ait pas de formule établie, les points qui suivent vous aideront à tracer la voie à suivre et à prévoir ce qui vous attend.

- ◆ Les organisations qui ont mené à bien des projets internationaux sur le VIH/sida sont celles qui se sont concentrées sur des programmes et des activités qui cadraient avec leur principal domaine de compétence. En planifiant votre intervention, prenez le temps de déterminer vos forces ou vos « atouts ». Il est important de mettre le doigt sur les caractéristiques distinctives de votre organisation et sur les domaines d'expertise qui peuvent être facilement exploités ailleurs. En revanche, si vous vous intéressez à la défense des droits plutôt qu'à la programmation structurée, cernez les sujets ou les questions où vos activités de communication peuvent avoir les plus grandes répercussions.
- ◆ Déterminez si votre organisation est prête à entreprendre des travaux sur le VIH/sida à l'échelle internationale. Prenez le temps de voir s'il est possible de redéployer les ressources existantes ou d'en acquérir de nouvelles. De même, vous jugerez peut-être utile de déterminer les mécanismes de soutien qui s'imposent pour atteindre les objectifs du projet, mais aussi les conséquences générales et particulières que le lancement d'un projet international sur le VIH/sida aura pour votre organisation. Plus simplement, étant donné qu'une intervention sur le



La première étape de votre propre intervention

VIH/sida peut demander un travail intensif et beaucoup de temps, il est essentiel d'établir si, à ces égards, votre organisation peut se permettre d'agir sur la scène mondiale.

- ◆ Déterminez si la haute direction est prête à s'engager sur la scène internationale. A-t-elle pris connaissance de cette publication? A-t-elle une idée juste des raisons impérieuses qui sous-tendent une intervention internationale? Consacrera-t-elle des ressources organisationnelles à la cause? Apprécie-t-elle ce que votre organisation peut retirer d'un projet international? Est-elle prête à formuler des idées de programmes avec vous?
- ◆ Comprenez les enjeux. La diversité culturelle, les obstacles linguistiques, le décalage horaire, les iniquités d'infrastructure ne constituent que certains des obstacles à surmonter. Il serait sage de jeter un regard réaliste tant sur ces défis que sur les contributions que vous pouvez apporter.
- ◆ Dressez un plan détaillé qui met en évidence votre perspective, des résultats mesurables, les étapes à franchir pour atteindre vos buts, les ressources dont vous aurez besoin pour parvenir à vos fins, et les bienfaits de l'activité que vous vous proposez d'entreprendre. Un plan solide vous aidera aussi à rallier à votre cause divers intervenants et bailleurs de fonds.
- ◆ Repérez les partenaires possibles. Les projets internationaux touchant le VIH/sida qui réussissent se caractérisent par la collaboration entre des organisations qui partagent la même optique, ont des buts communs réalistes, se respectent mutuellement, se font confiance et communiquent beaucoup. Il est essentiel d'avoir de bons partenaires, particulièrement dans le pays hôte, afin de s'assurer la participation et le soutien continu de la population locale. Participez à des conférences internationales ou consultez certains organismes énumérés à la fin de ce document pour voir quels partenaires il vaudrait la peine de pressentir.
- ◆ Lorsque vous aurez choisi le partenaire qui vous convient, prenez le temps de voir avec lui ses besoins, ses buts et ses objectifs, et de vous entendre sur un but commun. Ce faisant, vous préviendrez les problèmes qui se posent fréquemment dans les entreprises interculturelles.



La première étape de votre propre intervention

- ◆ Selon le champ d'action et la complexité de votre organisation, et les ressources mises à votre disposition, il sera peut-être nécessaire de trouver des sources externes de soutien financier ou de dons en nature. Au chapitre de la mobilisation de fonds, les stratégies qui réussissent pour vos activités locales devraient fonctionner aussi pour les activités internationales. La clé du succès réside dans un plan solide, un plaidoyer convaincant et une vision claire de ce que vous désirez accomplir. Voici des sources possibles de financement de programmes :
 - . des organismes gouvernementaux comme l'Agence canadienne de développement international;
 - . des entreprises du secteur privé, surtout celles qui ont des intérêts commerciaux dans les régions où vous désirez travailler;
 - . des organismes de bienfaisance;
 - . la population canadienne;
 - . votre propre organisation ou vos partenaires pour le projet;
 - . des bienfaiteurs individuels.

- ◆ Demandez conseil à d'autres. De nombreuses organisations canadiennes sont allées sur le terrain avant vous ou ont mené des projets internationaux de lutte contre le VIH/sida. Avant de mettre vos plans à exécution, demandez l'opinion de ces personnes, y compris les dirigeants des organisations dont il est question dans ce document. Pour obtenir davantage d'information, vous pouvez consulter le document *Action internationale du Canada en matière de lutte contre le VIH/sida*, disponible à Santé Canada.

- ◆ Sachez que vous n'avez pas besoin d'aller à l'étranger pour participer à la lutte contre le VIH/sida. Le simple fait de défendre des intérêts ou d'encourager des personnes de votre collectivité ou de votre milieu à agir sur la scène mondiale peut suffire à générer un appui massif qui, au fil du temps, peut avoir une grande incidence.



La première étape de votre propre intervention

EXEMPLE

Dépasser nos frontières : un guide de jumelage à l'intention des organismes du domaine du VIH/sida

En 1999, avec l'aide de la Direction des affaires internationales de Santé Canada, la Coalition interagence sida et développement (CISD) a publié un guide complet sur le jumelage, défini comme une collaboration officielle de fond et bidirectionnelle entre deux organisations. Selon la CISD, depuis le milieu des années 90, les militants, le personnel et les bénévoles des organismes d'action-sida ont manifesté un regain d'intérêt pour la lutte et ont voulu élargir leurs connaissances des stratégies de prévention, de soins et de traitement en participant à des conférences internationales et en œuvrant à l'échelle globale. Pour nombre de ces organisations, le but était d'établir des liens avec des organisations communautaires de pays durement touchés par le VIH/sida, et de participer à des projets qui leur permettraient d'apporter une contribution et de tirer des leçons du travail accompli par leurs homologues. La CISD a répondu à cet intérêt en publiant *Dépasser nos frontières : un guide à l'intention des organismes du domaine du VIH/sida*. Fondée sur une vaste recherche, la publication expose les bienfaits du jumelage et relate des exemples réels. Les leçons tirées des projets de jumelage sont détaillées dans cette publication, ainsi que les défis et les disparités culturelles et géographiques qui entrent souvent en ligne de compte dans ce genre d'entreprise. Le document comprend également un guide détaillé du processus de jumelage, de même que des sources de renseignements supplémentaires. Toute organisation qui envisage de lancer un projet international sur le VIH/sida ou qui désire établir un partenariat productif avec une autre organisation se doit de consulter le guide. Celui-ci est disponible en français, en anglais et en espagnol. D'autres renseignements se trouvent sur le site Web de la CISD à l'adresse <www.icad-cisd.com>.

Renseignements supplémentaires

Si vous désirez obtenir d'autres renseignements, des ressources ou des conseils d'experts, sachez que plusieurs organisations nationales et internationales sont en mesure de vous aider, notamment :

Direction des affaires internationales, Santé Canada

Direction générale des politiques et de la consultation
Édifice Brooke Claxton
Localisateur postal 0908A, Pré Tunney
Ottawa (Ontario) K1A 0X9
Tél. : (613) 941-4765
Télec. : (613) 952-7417
Site Web : www.aidsida.com

Santé Canada est le principal ministère fédéral qui s'occupe des questions liées au VIH/sida au Canada. Il coordonne la Stratégie canadienne sur le VIH/sida qui dispose d'un budget annuel de 42,2 millions de dollars. Santé Canada collabore étroitement avec les provinces et territoires par l'intermédiaire du Comité consultatif fédéral-provincial-territorial sur le sida.



La première étape de votre propre intervention

Agence canadienne de développement international (ACDI)

Direction générale des renseignements et des communications
200, promenade du Portage
Hull (Québec) K1A 0G4
Appel sans frais : 1-800-230-6349
Tél. : (819) 997-5005
Télé. : (819) 953-6088
Courriel : info@acdi-cida.gc.ca
Site Web : www.acdi-cida.gc.ca

L'ACDI est le principal exécutant du programme officiel d'aide publique au développement du Canada. La pierre angulaire de son programme d'aide au développement est l'appui au développement durable qui vise à réduire la pauvreté et à promouvoir la sécurité, l'équité et la prospérité dans le monde. L'ACDI appuie l'ONUSIDA dans la lutte contre la pandémie de VIH/sida et ses retombées sociales en adoptant une approche globale du développement qui tient compte des déterminants clés comme l'égalité des sexes, l'accès universel aux soins de santé primaires et les droits de la personne. L'ACDI affecte annuellement plus de 20 millions de dollars à des activités de lutte contre le VIH/sida menées en Afrique, en Amérique latine, en Europe centrale et de l'Est, et en Asie.

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)

Centre d'information de l'ONUSIDA
20, avenue Appia
Genève 27
Suisse
Tél. : 41-22-791-4651
Télé. : (41-22-791-4898
Courriel : unaids@unaids.org
Site Web : www.unaids.org

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, basé à Genève (Suisse), est une entreprise sans précédent de la famille des Nations Unies. Il s'efforce d'optimiser l'efficacité et l'influence des Nations Unies dans le domaine du VIH/sida en regroupant l'expérience, les efforts et les ressources de six organisations. L'ONUSIDA est commandité conjointement par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale. Il centralise l'expertise de secteurs divers allant de la santé au développement économique. En tant que principal défenseur d'une lutte globale contre le VIH/sida, l'ONUSIDA dirige, renforce et appuie une intervention à grande échelle visant à prévenir la transmission du VIH, à fournir des soins et du soutien, à réduire la vulnérabilité des personnes et des communautés face au VIH/sida et à amoindrir les répercussions de l'épidémie.



La première étape de votre propre intervention

Coalition interagence sida et développement (CISD)

180, rue Argyle
Ottawa (Ontario) K2P 1B7
Tél. : (613) 788-5107
Télééc. : (613) 788-5085
Courriel : info@icad-cisd.com
Site Web : www.icad-cisd.com

La CISD est une coalition d'organisations de développement international et d'action-sida dont le mandat est de mobiliser des ressources humaines et financières au Canada pour lutter contre le VIH/sida dans des communautés et pays démunis.

Société canadienne du sida (SCS)

130, rue Albert, bureau 900
Ottawa (Ontario) K1P 5G4
Appel sans frais : 1-800-884-1068
Tél. : (613) 230-3580
Télééc. : (613) 563-4998
Courriel : casinfo@cdnaids.ca
Site Web : www.cdnaids.ca

La Société canadienne du sida (SCS) est une coalition nationale regroupant plus d'une centaine d'organisations communautaires canadiennes de lutte contre le VIH/sida. Elle assure une grande partie des programmes et services d'éducation, de soutien et de défense des droits pour les personnes et les communautés touchées par le VIH/sida.

Association canadienne de santé publique (ACSP)

1565, avenue Carling, bureau 400
Ottawa (Ontario) K1Z 8R1
Tél. : (613) 725-3769
Télééc. : (613) 725-9826
Courriel : info@cpha.ca
Site Web : www.cpha.ca

L'ACSP est une association nationale indépendante sans but lucratif qui s'intéresse à la santé publique au Canada et a des liens avec les milieux internationaux en la matière. Le Centre national d'information sur le sida, téléphone ([613] 725-3434), fait partie de l'ACSP et dispose d'un grand éventail d'information et de ressources.

Association canadienne de recherche sur le VIH (ACRV)

P.O. Box 1209
Kemptville (Ontario) K0G 1J0
Tél. : (613) 258-5062
Courriel : kmews@sympatico.ca

L'Association regroupe des chercheurs canadiens du domaine du VIH qui s'intéressent aux sciences fondamentales, aux sciences cliniques, à l'épidémiologie, à la santé publique et aux sciences sociales.



La première étape de votre propre intervention

Fondation canadienne de recherche sur le sida (FCRS)

165 University Avenue, suite 901
Toronto (Ontario) M4H 3B1
Tél. : (416) 361-6281
Télééc. : (416) 361-5736
Courriel : cure@canfar.com
Site Web : www.canfar.com

La FCRS est un organisme de bienfaisance dont la mission est de mener des campagnes de sensibilisation et de collecte de fonds pour la recherche sur tous les aspects de l'infection à VIH et du sida.

Réseau canadien pour les essais VIH

620-1980 Burrard Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 1Y6
Tél. : 1-800-661-4664 ou (604) 631-5327
Télééc. : (604) 631-5210
Courriel : ctn@hivnet.ubc.ca
Site Web : hivnet@ubc.ca/ctn.html

Le Réseau canadien pour les essais VIH est un partenariat dont le but est de mettre au point des traitements, des vaccins et un remède pour les maladies liées au VIH et au sida en effectuant des essais cliniques sûrs et éthiques.

Centre canadien de documentation sur le VIH/sida

1565, avenue Carling, bureau 400
Ottawa (Ontario) K1Z 8R1
Tél. : (613) 725-3769
Télééc. : (613) 725-1205
Courriel : aidsida@cpha.ca
Site Web : www.cpha.ca/clearinghouse_e.htm

Le Centre canadien d'information sur le VIH/sida est la principale source canadienne d'information sur la prévention de l'infection à VIH, les soins et le soutien pour tous les travailleurs de première ligne. Il élabore des activités de prévention et des politiques relatives aux programmes, surtout pour les milieux de santé publique du Canada.

Réseau communautaire d'info-traitement sida (CATIE)

420-517 College Street
Toronto (Ontario) M6B 4A2
Tél. : (416) 944-1916 ou 1-800-263-1638
Télééc. : (416) 928-2185
Courriel : info@catie.ca
Site Web : www.catie.ca

Le CATIE est un organisme communautaire sans but lucratif qui fournit des renseignements sur le traitement du VIH/sida et sur des questions de santé connexes à tous les Canadiens vivant avec le VIH/sida et à ceux qui leur prodiguent des soins.



La première étape de votre propre intervention

Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO)

399 Church Street, 4th Floor
Toronto (Ontario) M5B 2G6
Tél. : (416) 340-2437
Télééc. : (416) 340-8224
Courriel : info@icaso.org
Site Web : www.icaso.org

L'ICASO aide des organisations communautaires du monde entier qui travaillent dans les domaines de la prévention de la transmission du VIH, des soins et du traitement des personnes vivant avec le VIH, en mettant l'accent sur le renforcement de l'intervention dans les communautés défavorisées.

Réseau juridique canadien VIH/sida

484, rue McGill, 4^e étage
Montréal (Québec) H2Y 2H2
Tél. : (514) 397-6828
Télééc. : (514) 397-8570
Courriel : info@aidslaw.ca
Site Web : www.aidslaw.ca

Le Réseau juridique canadien VIH/sida encourage les interventions politiques et juridiques sur le VIH/sida qui respectent les droits des personnes vivant avec le VIH et de celles touchées par la maladie.

Comité canadien aviseur sur l'accès aux traitements Inc. (CCAAT)

PO Box 116, Station « F »
Toronto (Ontario) M4Y 2L5
Tél. : (416) 410-6538
Télééc. : (416) 921-7228
Courriel : ctac@sympatico.ca

Le Comité canadien aviseur sur l'accès aux traitements Inc. est une coalition nationale de représentants provinciaux et de grandes organisations communautaires de lutte contre le sida, qui plaide en faveur des traitements auprès du gouvernement, de l'industrie pharmaceutique et d'autres intervenants au nom des personnes vivant avec le VIH/sida, d'ailleurs fortement représentées au Comité.

Pan American Health Organization (PAHO)

525 Twenty-third Street, NW
Washington, DC 20037
États-Unis
Tél. : (202) 974-3086
Courriel : info@paho.org
Site Web : www.paho.org

La Pan American Health Organization est un organisme international de santé publique qui œuvre depuis plus de 90 ans pour améliorer la santé et le niveau de vie dans les Amériques. C'est l'organisation spécialisée en santé du Inter-American System. Bureau régional des Amériques de l'Organisation mondiale de la santé, il jouit d'une reconnaissance internationale dans le cadre du système des Nations Unies.



La première étape de votre propre intervention

Réseau autochtone canadien du sida (RACS)

396, rue Cooper, bureau 409
Ottawa (Ontario) K2P 2H7
Tél. : (613) 567-1817
Télééc. : (613) 567-4652
Courriel : caan@storm.ca
Site Web : www.caan.ca

Il s'agit d'une coalition nationale de peuples et d'organisations autochtones qui se veut un guide, un défenseur et un soutien pour les Autochtones vivant avec le VIH/sida. Le RACS s'occupe des nombreuses questions complexes qui contribuent à la propagation du VIH et examine comment les Autochtones vivent avec la maladie.

Organisation mondiale de la santé

20, avenue Appia
Genève 27
Suisse
Tél. : 41-22-791-2111
Télééc. : 41-22-791-3111
Courriel : info@who.int
Site Web : www.who.org

Fondée en 1948, l'Organisation mondiale de la santé dirige l'alliance pour la santé universelle. Organisme spécialisé des Nations Unies (qui compte 91 États membres), l'OMS encourage la coopération technique internationale pour la santé, met en œuvre des programmes visant à contrôler et à éradiquer des maladies, et s'efforce d'améliorer la qualité de la vie humaine. L'OMS remplit quatre fonctions principales : montrer la voie au monde entier dans le domaine de la santé; établir des normes globales de santé; coopérer avec les gouvernements pour renforcer les programmes nationaux de santé; créer et transférer la technologie, l'information et les normes appropriées en matière de santé.

Ressources choisies

Dépasser nos frontières : un guide à l'intention des organismes du domaine du VIH/sida

Produit par la Coalition interagence sida et développement. On peut obtenir des exemplaires du guide (en français, en anglais et en espagnol), produit en novembre 1999, au Centre canadien de documentation sur le VIH/sida, ou le télécharger en format PDF du site <www.icad-cisd.com/publications>.

L'action internationale du Canada en matière de lutte contre le VIH/sida : un forum interactif

Un rapport sommaire produit par la Direction des affaires internationales et la Coalition interagence sida et développement pour la réunion internationale tenue dans le cadre du Symposium national de perfectionnement des compétences dans le domaine du VIH/sida, organisé par la Société canadienne du sida. Ce document est disponible sur Internet à l'adresse <www.hc-sc.gc.ca/data/cb/iad/ihd2.htm>.



La première étape de votre propre intervention

Action internationale du Canada de lutte contre le VIH/sida

Ce document est un compendium du secteur bénévole canadien, des organismes gouvernementaux et des instituts de recherche qui s'intéressent à la lutte mondiale contre le VIH/sida. Il a été conçu par la Direction des affaires internationales de Santé Canada. On peut se le procurer auprès du Centre canadien de documentation sur le VIH/sida.

Faire le point

Ce bulletin périodique produit par la Direction des affaires internationales de Santé Canada met de l'avant les développements globaux en matière de VIH/sida ainsi que des initiatives internationales particulières en la matière entreprises par des ministères et organismes gouvernementaux, des ONG, des organismes d'action-sida, des instituts de recherche et d'autres intervenants canadiens. Pour obtenir d'autres renseignements, communiquer avec Martin Méthot, de la Direction des affaires internationales, au (613) 941-4765 ou à l'adresse de courriel <martin_methot@hc-sc.gc.ca>.

La contribution du Canada à la prévention du VIH/sida par le partenariat

Résumé d'un symposium tenu lors de la cinquième Conférence sur la santé internationale, produit pour la Direction des affaires internationales par l'Association canadienne de santé publique. On peut obtenir ce document au Centre canadien de documentation sur le VIH/sida ou sur le site Web <www.hc-sc.gc.ca/datapcb/iad/symposium.htm>.

L'intensification de la lutte contre le sida : Surmonter un nouvel obstacle au développement

Ce rapport complet de la Banque mondiale se trouve sur le site Web à l'adresse <wbln0018.worldbank.org/DCS/DevCom.nsf>.

Histoires des premières lignes

Préparé par le Conseil international des ONG de lutte contre le sida, ce document décrit comment des organisations gouvernementales du monde entier œuvrant dans le domaine du VIH/sida ont réagi aux cas de violations des droits de la personne. La publication décrit également les campagnes organisées par des ONG pour promouvoir et protéger les droits de la personne dans le contexte du VIH/sida, et relate certains abus récents en la matière.

Orphelins du sida

Cette publication est produite par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et souligne les interventions de première ligne de pays de l'est et du sud de l'Afrique visant à faire face aux retombées de l'épidémie de VIH/sida sur les enfants. On peut obtenir ce document sur le site Web de l'Unicef <www.unicef.org> ou en envoyant un message électronique à l'adresse <pubdoc@unicef.org>.

Rapport sur l'épidémie du VIH/sida dans le monde : juin 2000

La dernière publication du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida qui fait le bilan de la pandémie se trouve sur Internet à l'adresse <www.unaids.org>.

Le VIH et le sida : le plan d'action de l'Agence canadienne de développement international : juin 2000

Le plan d'action donne une vue d'ensemble des programmes actuels de l'ACDI dans ce domaine et dresse la liste des secteurs où existent des lacunes. Il met également en lumière les pratiques éprouvées en matière de lutte et de prévention et cerne les secteurs d'intervention des programmes à venir.